



L'ESPERLUETTE

Trimestriel du CIEP | MOC

n° 102 - OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2019



LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS, UNE URGENCE !

Et si les progressistes alimentaient le populisme ?

« Si on veut survivre comme ONG, il faut faire des choix »



Le Centre d'Information et d'Éducation Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO et le Bagic.

*L'Éducation permanente est notre quotidien
la formation notre spécialité.*

CONTACT:

Centre d'Information et d'Éducation Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579 – 1030 Bruxelles
Tél.: 02.246.38.41-43 • Fax: 02.246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be

COMITÉ DE RÉDACTION : Mario BUCCI, Charlotte DE LEU, France HUART (coordination), Tiffany LESCEUX, Zoé MAUS, Florence MOUSSIAUX, Nicole TINANT, Sophie WIEDEMANN

SECRÉTARIAT : Francine BAILLET, Lysiane METTENS

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO : Séverine ACERBIS, Stéphanie BAUDOT, Claudia BENEDETTO, Mario BUCCI, Luca CICCIA, Maxime DOGOT, Geneviève DRESSE, France HUART, Anne-Françoise LAMBERT, Flavien MAGAR, Violeta MONTANA, Nicole TINANT

PHOTOS : Benoit Dochy, David Plas, Emmanuel Crooy Bob Storme, Mr Bee, Senor, Toker, Amy One, Bere Zinc

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100% RECYCLÉ SANS CHLORE PAR DCL PRINTERS

CIEP COMMUNAUTAIRE : tél : 02.246.38.41, 42, 43 – fax : 02.246 38 25 –
Courriel : communautaire@ciep.be

ÉDITEUR RESPONSABLE : Mario BUCCI, – Chaussée de Haecht, 579 – 1030 Bruxelles

Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

Le 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application. Son objectif est de mieux protéger l'utilisation des données personnelles. L'Esperluette du CIEP s'engage à stocker vos données de manière sécurisée, sans les partager avec des tiers. Vous pouvez en permanence vous désabonner, demander la rectification de vos données en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Pour toute question concernant l'utilisation de vos données, n'hésitez pas à nous contacter : communautaire@ciep.be



Benoit Dochy

ÉDITORIAL

La jeunesse éternelle? 3

ANALYSE

Posons les jalons de la lutte contre la pauvreté des enfants... 4
Les milieux d'accueil de l'enfance face à la précarité 6
L'accueil extrascolaire, un puissant vecteur d'intégration
et d'épanouissement 9

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

Plateforme de lutte contre la pauvreté des enfants
et de leurs familles 12
«Si on veut survivre comme ONG, il faut faire des choix» 13
Et si les progressistes alimentaient le populisme ? 15

MÉMOIRES EN RÉSUMÉ

Comment négocier la mise en place de procédures
de sécurité plus respectueuses des travailleurs? 16

VIE DE L'ISCO

Appel à témoignages 18

EN RÉGIONS

Des bombes pour lutter contre la pauvreté 18
Apéroroulotte à Perwez 20
Le Capitalisme et après? 20
Festival Vivre debout sur la quête du bonheur 21

EN BREF

Des workshops pour aborder la politique, la démocratie
et la citoyenneté 21

AGENDA 23

FICHE PÉDAGOGIQUE

Quel profil des intelligences multiples ?



Mario BUCCI ♦ Directeur du CIEP communautaire

La jeunesse éternelle?

On dit parfois qu'on commence à vieillir le jour de notre naissance. Cette boutade contient une vérité objective. Une trajectoire de vie est un parcours d'apprentissage et d'adaptation aux évolutions de son milieu. Ce constat vaut aussi pour les institutions et les organisations, qui naissent de la cristallisation de rêves, de volontés (collectives et individuelles), en leur donnant visibilité, stabilité et capacité d'action. Le philosophe Cornelius Castoriadis s'est penché sur ces processus qu'il appelait « institutants », présents dans toutes les sociétés et à toutes les époques. Parfois ces créations sociales dépassent les impulsions initiales, développent une existence propre ; et sont confrontées à des enjeux de survie et de recherche de sens.

Une question se pose souvent : est-ce mieux de transformer une institution qui vieillit ou d'en créer une toute nouvelle ? Selon le cybernéticien Heinz von Foerster, une question est bonne si elle n'a pas de réponse, car elle sera la source de nouvelles réflexions et de nouveaux efforts de recherche. Parfois, les institutions deviennent inadaptées, obsolètes, conservatrices, bureaucratisées ; elles peuvent se développer dans un sens opposé à celui d'origine. Et cela malgré le fait que les problèmes liés à cette création sont toujours présents, parfois même aggravés. Ou malgré que les finalités initiales, des objectifs de justice, d'égalité, d'émancipation sont encore plus pertinents que par le passé. Faut-il des nouvelles institutions ou peut-on espérer que les inerties et les routines cumulées ne nous empêchent pas de revitaliser une institution existante ? Cette bonne question nous stimule à réfléchir et être créatif. Toutefois il arrive que les conditions environnementales rendent la recherche d'une réponse plus urgente, au risque de voir mourir l'institution sans avoir construit d'alternatives.

Depuis deux ans, ces questionnements traversent le MOC à propos de l'ISCO. L'Institut Supérieur de Culture Ouvrière

est une création – unique – du MOC construite à partir d'expériences d'éducation et d'auto-formation des ouvrier.ère.s, lorsqu'il.elle.s étaient exclu.e.s de l'enseignement formel. Le besoin dans les milieux ouvriers et populaires de se doter de grilles de lecture et de capacités d'organisation et d'action collective pour lutter contre l'exploitation et pour améliorer leurs conditions de travail et de vie était à la base de cette création. Depuis 1962, l'ISCO forme des milliers de travailleur.se.s, de militant.e.s et de syndicalistes.

L'ISCO a évolué, a fait preuve de résilience et de créativité. Aujourd'hui, il est confronté à des enjeux qui le poussent – à nouveau – à se remettre en question. Les milieux ouvriers et populaires ont beaucoup changé, la scolarisation de masse a modifié l'urgence de certains besoins. On est confronté à la précarisation de la vie, à l'instabilité des parcours professionnels et aux conséquences de l'intensification de l'exploitation au travail. Tout cela modifie tant le profil des étudiant.e.s

potentiel.le.s que leur capacité à suivre un parcours long de formation. À cela s'ajoute des contraintes liées à son inscription dans la promotion sociale, impactant l'autonomie de l'ISCO quant à l'organisation de la formation, au niveau pédagogique et des contenus.

Et pourtant le besoin d'affiner les capacités de critique et d'action collective a grandi dans un monde où la domination capitaliste est devenue plus abstraite et invisible, et le discours dominant fait de celles et de ceux qui sont précarisé.e.s des coupables plutôt

que des victimes. On a besoin de plus d'ISCO... mais peut-être d'un autre ISCO ? Notre réflexion se basera aussi sur le vécu des acteur.rice.s de notre institution : étudiant.e.s et formateur.rice.s. **De novembre à février, des ateliers seront organisés pour analyser ensemble les expériences passées ou actuelles** (Infos page 14). Une fois le processus évalué, les résultats vous seront communiqués.

Je vous souhaite une bonne lecture et, aussi, une belle fin d'année ! ■



© Jenoit Dochy • Bre Zinc

LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS, UNE URGENCE !

Stéphanie Baudot et Luca Ciccia ♦ Coordinateur.rice.s du GT Petite enfance du MOC et de la plateforme de lutte contre la pauvreté des enfants et de leurs familles

Posons les jalons de la lutte contre la pauvreté des enfants

À chaque nouveau rapport belge sur la pauvreté des enfants, c'est l'électrochoc. On prend subitement la mesure de la gravité de la situation, surtout en Wallonie et à Bruxelles où l'on compte aujourd'hui respectivement 25% et 40% d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté¹. Selon un autre indicateur de pauvreté, 22% des enfants wallons et 29% des enfants bruxellois sont en situation de déprivation², c'est-à-dire qui n'ont pas accès à un ensemble de biens considérés comme nécessaires pour un enfant vivant en Europe. Ces statistiques relatives à la pauvreté des enfants en Belgique sont d'autant plus inquiétantes que la situation ne va guère en s'améliorant. Le nombre d'enfants dits « en situation de pauvreté et d'exclusion sociale », est passé de 479.000 en 2006 à 533.000 en 2014 et le risque de pauvreté des enfants a lui aussi augmenté, passant de 15,3% en 2006 à 18,8% en 2014³. Une autre source d'inquiétude pointée dans le récent rapport de la Fondation roi Baudouin sur « *La pauvreté et la déprivation des enfants en Belgique* »⁴ est le degré de sévérité de cette déprivation des enfants, plus important que dans les pays voisins.

Derrière ces chiffres, qui constituent souvent la porte d'entrée pour aborder cette question, la réalité de ceux.celles qui la subissent est complexe et multiforme. Comme le rappelle l'Unicef, la pauvreté « *touche les êtres humains – et en particulier les enfants – dans tous les aspects de leur vie. Elle a des conséquences énormes sur leur santé, leurs possibilités éducatives, leur sécurité et leur avenir* ». En matière de santé par exemple, les conditions défavorables dans lesquelles se développent les enfants ont un impact direct sur leur bon état de santé, et ce dès la naissance : faible poids de naissance, taux de mortalité périnatale plus importants⁵. Cette inégalité de départ se prolonge et se renforce tout au long de leur évolution. L'accès à une alimentation de qualité, l'accessibilité (financière, organisationnelle, géographique) des soins de santé, le suivi parental sur le plan de leur santé, etc., constituent d'autres facteurs qui peuvent nuire au bon développement mental et physique des enfants avec des répercussions tout au long de leur vie. Sur le plan de l'accueil de la petite enfance, les négati-

lités sont aussi présentes. On constate aujourd'hui qu'une place sur cinq seulement en milieu d'accueil est à un prix abordable, ce qui pose problème pour de nombreuses familles en difficulté. Et l'accessibilité financière n'est pas la seule barrière : d'autres freins géographiques, organisationnels, culturels, psychologiques privent ces familles d'un accès à un lieu de sociabilisation et d'apprentissage pouvant être essentiel pour le développement des enfants. Dans les familles où les parents ne travaillent pas, 15% des enfants de 3 mois à 3 ans fréquentent régulièrement des milieux d'accueil contre 86 % pour les enfants dont les deux parents travaillent⁶.

La liste des conséquences de la pauvreté sur les enfants est longue. Que dire d'un manque de logement salubre pour grandir harmonieusement, de l'exclusion sociale qui empêche la participation à la vie culturelle et sociale, etc. Les réponses à y apporter ne peuvent entrer en cohérence avec les problèmes identifiés que si elles s'ancrent dans une analyse lucide et complexe des mécanismes et causes à l'œuvre dans les situations de pauvreté, au risque sinon de ne pas être en mesure d'atteindre leur cible, voire de renforcer les écarts sociaux qu'elles sont supposées corriger. Le combat contre la pauvreté, et particulièrement celle qui touche les enfants, doit prendre des formes distinctes et multiples au regard des défis posés.

Nous proposons à travers cet article de poser les jalons d'une politique ambitieuse de lutte contre la pauvreté des enfants.

Un enfant n'est pas pauvre tout seul

Il convient de prendre en compte du contexte dans lequel la pauvreté des enfants se manifeste. L'augmentation du nombre d'enfants pauvres depuis une dizaine d'années est le résultat de la crise financière et économique de 2008 et des politiques d'austérité qui s'en sont suivies. Ces constats montrent d'une part que la pauvreté des enfants n'est pas un phénomène isolé du contexte familial. Un enfant est pauvre parce qu'il vit et grandit dans une famille pauvre, c'est-à-dire une famille dont les revenus ne sont pas suffisants pour assurer le bien-être de ses membres (perte

d'emploi, faible intensité de travail, famille monoparentale, endettement...). Le rapport sur *La pauvreté et la déprivation des enfants en Belgique* montre que le revenu du ménage est le principal déterminant de la déprivation et que « *le fait de vivre dans un ménage qui est locataire de son logement, qui est confronté à un lourd endettement ou dont certains membres souffrent de problèmes de santé chroniques sont des facteurs qui augmentent le risque de déprivation des enfants* ». Les enfants qui vivent dans une famille monoparentale (1/4 de enfants en Wallonie) sont plus exposés au risque de pauvreté et de déprivation que ceux vivant dans d'autres types de familles, à intensité de travail égal.

D'autre part, ce contexte familial est lui-même dépendant d'un contexte politique et économique (politique de dégressivité des allocations de chômage, coupe dans les remboursements de soins de santé, suppression des banques alimentaires...). Comme le souligne Jean Blairon, « *il semble indécent d'oublier que ces enfants soumis à la pauvreté vivent d'abord dans des familles que les choix sociétaux appauvrissent et que ces familles, en dehors de mesures structurelles fortes et audacieuses, sont précisément condamnées à être sans "à-venir" »*⁸.

Des mesures structurelles fortes et audacieuses

Lutter contre la pauvreté des enfants passe par des mesures structurelles qui corrigent les inégalités sociales auxquelles les familles sont confrontées. La lutte contre la pauvreté ne peut pas se satisfaire d'un saupoudrage d'aides ponctuelles amenées par des récoltes de fond, aussi nécessaires et pertinents les projets financés par ce biais soient-ils. C'est de stabilité et durabilité dont les acteurs.rice.s qui luttent contre la pauvreté ont besoin pour déployer leurs actions. Le premier déterminant étant l'insuffisance des revenus, il faut pouvoir garantir les ressources suffisantes nécessaires aux ménages pour assurer un niveau de vie suffisant. Mais l'accès aux droits économiques n'est pas le seul droit à acquérir. Il doit immanquablement être accompagné de droits culturels et sociaux pour que ces familles puissent prendre pleinement part à la société dans son ensemble. Et c'est donc aussi l'accès à ces différents droits pour les parents et leurs enfants, et leur renforcement, que les politiques sociales doivent viser quand elles mettent en œuvre des mesures de lutte contre la pauvreté. Lutter contre la pauvreté des familles passe par la lutte pour une amélioration des revenus, l'accessibilité de l'emploi, l'accès au logement de qualité, l'accès effectif à des soins de santé de qualité, à un enseignement de qualité, etc.

Des services collectifs et sociaux accessibles et de qualité pour les familles

Renforcer la qualité et l'accessibilité des services collectifs et sociaux pour les enfants et les familles en difficulté afin de leur permettre d'avoir un accès effectif à l'éducation, au sport, à la culture, aux loisirs, aux processus décisionnels mais aussi aux structures d'accueil à tous les âges.... Ces services constituent en effet un réel barrage à la pauvreté. Ils réduisent le risque de déprivation des enfants et, comme cela a été prouvé à maintes reprises

dans le secteur de l'accueil de la petite enfance, ils contribuent au bon développement des enfants, à moyen et à court terme, notamment quand ils sont issus de milieux défavorisés ou minoritaires. Améliorer par le biais de ces services les conditions de vie des enfants en situation de pauvreté et de déprivation, c'est dès lors donner plus de chances à l'adulte qui est en lui-même de s'en sortir dans sa vie future ; c'est lui donner les moyens de « *rompre avec la prédiction statistique selon laquelle un enfant pauvre a toutes les chances de devenir un adulte pauvre* ».

Une politique globale et cohérente

La distribution des compétences - directes et indirectes - relatives aux enfants et spécifiquement en matière de lutte contre la pauvreté est éclatée entre les différents niveaux de pouvoir. Le fédéral met en place les politiques de revenus (travail, sécurité sociale, aide sociale) ; le régional s'occupe des politiques d'emploi, de formation, de logement, d'alimentation, d'énergie, d'eau, de santé mais aussi des politiques familiales et de mobilité ; et le communautaire de prévention en santé, d'enseignement, d'accueil de la petite enfance, d'aide à la jeunesse, de sport et de culture. Cette répartition de compétences ne facilite pas la réduction des inégalités et de la pauvreté. S'ensuit un défaut de transparence et une difficulté à interpeller-responsabiliser les autorités publiques. Celles-ci pratiquent ainsi plus facilement des politiques de financement public et de subsidiation qui ne rencontrent pas nécessairement les objectifs de la lutte contre la pauvreté infantile par le biais des politiques menées via de nombreux services publics et collectifs. On peut en outre constater des défauts de mutualisation des ressources qui ont pour effet d'accentuer les inégalités ; par exemple, le cas en matière d'accueil de la petite enfance ou de qualité de l'enseignement et de ses infrastructures. L'action de lutte contre la pauvreté des enfants et de leur famille doit donc être davantage coordonnée et cohérente entre les niveaux de pouvoir.



En conclusion

Agir sur la pauvreté des enfants nécessite tout à la fois de prendre en considération la situation de l'enfant mais aussi celle de sa famille.

Agir sur la pauvreté nécessite de mettre en place des mesures structurelles fortes et audacieuses visant l'acquisition de droits économiques, culturels, sociaux pour tou.te.s et de renforcer l'accessibilité et la qualité des services sociaux et collectifs pour améliorer les conditions de vie et de développement des enfants mais aussi pour soutenir les parents dans leur parentalité. C'est en outillant les parents et en les accompagnant dans leur parentalité qu'ils pourront assumer pleinement leur rôle de parents et d'adultes capables d'exercer leurs droits et responsabilités.

Agir sur la pauvreté passe enfin par de la coordination et de l'articulation des actions entre les niveaux de pouvoirs mais aussi avec et entre les acteur.rice.s impliqué.e.s dans ce combat juste et nécessaire. ■

1. Seuil établi lorsque les revenus sont inférieurs à 60% du revenu médian national.
2. L'indicateur de déprivation mesure les difficultés quotidiennes des enfants quant à leur accès à un ensemble d'items (17), comme manger des légumes et fruits chaque jour, participer aux voyages scolaires, avoir des vêtements neufs... Un enfant est en situation de déprivation lorsqu'il n'a pas accès à au moins trois de ces 17 items de manière involontaire.
3. Chiffres issus du dernier rapport du parlement de la FWB
4. Anne-Catherine GUIO et Frank VANDENBROUCKE, *La pauvreté et la déprivation des enfants en Belgique. Comparaison des facteurs de risque dans les trois régions et les pays voisins*, Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, décembre 2018.

5. Myriam DE SPIEGELAERE, Judith RACAPÉ et Mouctar SOW, *Pauvreté et trajectoires migratoires : influence sur la santé autour de la naissance*, Bruxelles, ULB-Fondation Roi Baudouin, 2017.
6. Rapport (2015) de la Banque de données médico-sociales de l'ONE
7. Anne-Catherine GUIO et Frank VANDENBROUCKE, *op.cit.*
8. Jean BLAIRON et Christine MAHY, « Bye Bye Pauvreté ? Analyse critique de la 4e édition de 'VivaForLife' », Analyse InterMag, 2016 (En ligne) www.cbcs.be/IMG/pdf/bye_bye_pauvrete.pdf?1388/9e03f0527a05973e5a11d18ff5c4bacdc8cbab9



POUR EN SAVOIR PLUS...

- Anne-Catherine GUIO et Frank VANDENBROUCKE, *La pauvreté et la déprivation des enfants en Belgique. Comparaison des facteurs de risque dans les trois régions et les pays voisins*, Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, décembre 2018 (en ligne) PUB_3617_DeprivationMaterielleEnfants_2018.pdf
- Myriam DE SPIEGELAERE, Judith RACAPÉ et Mouctar SOW, *Pauvreté et trajectoires migratoires : influence sur la santé autour de la naissance*, Bruxelles, ULB-Fondation Roi Baudouin, 2017.
- *Un certain regard... de terrain sur l'accueil de l'enfance à Bruxelles. Les trois fonctions de l'accueil de l'enfance dans un contexte de manque de place et d'augmentation de la pauvreté des familles*, Bruxelles, FSMI, 2018.
- *Pauvreté des enfants au niveau local. Cartographie et leviers politiques*, Bruxelles, Fondation Roi Baudouin-CERIS Université de Mons, 2019 (en ligne) PUB2019_3677_PauvretéDesEnfantsAuNiveauLocal.pdf

Bon à savoir

Le Groupe de travail Petite enfance du MOC-CSC a lancé un appel pour soutenir la **plateforme de lutte contre la pauvreté des enfants et de leurs familles** (Voir page 12)

Geneviève Dresse ♦ Coordinatrice de projets à la Fédération des services maternels et infantiles de Vie féminine (FSMI)¹

Les milieux d'accueil de l'enfance face à la précarité

Les milieux d'accueil pour enfants, à travers la diversité de leurs actions, remplissent plusieurs rôles essentiels dans notre société. Ces rôles (généralement appelés fonctions de l'accueil) s'organisent autour de trois axes principaux², auxquels peuvent se greffer de nombreux autres :

- une **fonction sociale** : cette fonction trouve son fondement dans un souci de solidarité sociale entre les familles et d'égalité entre tous les enfants. Une solidarité promue notamment dans la Convention Internationale relative aux droits de l'enfant. L'accueil protège ainsi les individus contre les aléas de la vie ;
- une **fonction éducative** : elle est motivée par la continuité d'accueil et d'éducation de l'enfant entre la famille, le milieu d'accueil et l'enseignement. Cette fonction est particulièrement centrée sur des objectifs de socialisation, de développement physique, intellectuel et socio-affectif, de confiance en soi, de développement de la personne et d'émancipation sociale ;
- une **fonction économique** : elle permet aux mères et pères d'être disponibles pour leurs activités professionnelles dans un cadre d'égalité entre les femmes et les hommes.

Dans le secteur de l'accueil de l'enfance, ces trois fonctions principales font consensus. Elles sont également régulièrement mises en avant afin que soit largement reconnu le caractère essentiel de l'accueil des enfants dans nos sociétés, tant à l'égard des enfants, des parents que pour un bon fonctionnement de la société.

Une recherche de terrain inquiétante

Afin de mesurer sur le terrain comment les milieux d'accueil (MA) remplissent ces trois fonctions dans leurs actions quotidiennes et pour identifier dans quelle mesure les moyens dont ils disposent sont suffisants, la FSMI a été à la rencontre de professionnel.le.s³ de l'accueil de l'enfance à Bruxelles. Les échanges individuels entretenus avec les douze travailleur.euse.s de terrain dans le cadre de cette recherche⁴ ont tous un point commun : le constat d'une précarité et les difficultés croissantes des familles et des enfants accueillis.

Au travers de ces entretiens, un élément est apparu avec une récurrence inquiétante. La plupart des professionnel.le.s rencontré.e.s ont observé, depuis quatre à cinq ans, des changements



importants qui dépassent le strict cadre du MA. Ces mutations sont, pour eux.elles, difficiles à décrire ou à définir. À leurs yeux, elles sont sociétales, ne sont pas palpables mais ont un impact fort sur les MA d'enfants. Cet impact ressenti négativement se perçoit avant tout à travers les contacts avec les familles, mais aussi au sein des équipes.

Les professionnel.les évoquent tout d'abord une augmentation inquiétante des familles en difficulté économique ou en détresse sociale. Les situations potentiellement problématiques auxquelles sont confrontées certaines familles, et au sein de celles-ci les enfants, sont la précarité matérielle, les situations de tensions dans la famille et celles relevant de l'aide à la jeunesse. Face à ces contextes de vie difficiles, les MA offrent, presque au quotidien (bien que l'accueil à temps plein soit de plus en plus rare), une opportunité de développement aux enfants dont le contexte familial (ou de vie hors du milieu d'accueil) peut ne pas être suffisamment favorable à leur bien-être.

Concernant plus spécifiquement la précarité, les travailleur.euse.s témoignent clairement de son accroissement au sein des familles qui fréquentent les MA : « *Je sens que la précarité augmente. Depuis 10 ans, les conditions se sont empirées. Et depuis 5 ans, c'est encore pire. Les gens ne le disent pas nécessairement mais on le remarque. (...) Même simplement au niveau alimentaire.* » « *Ce qui est difficile, c'est aussi la situation dans laquelle se trouvent beaucoup de familles. Nous avons toujours eu un public précarisé mais celui-ci s'en sortait. Nous pouvions accompagner les 2-3 familles en très grande difficulté pendant que les autres demandaient moins d'attention. Maintenant, il y a 2-3 familles qui s'en sortent plus ou moins et les autres sont en très grandes difficultés. Beaucoup plus de familles sont désemparées. Ça s'est aggravé. La précarité est plus forte depuis plus ou moins trois ans* »⁵.

Plusieurs témoins ont mentionné le fait que, régulièrement, des enfants viennent en MA sans collation ou repas. Les MA pro-

tègent les enfants de la précarité matérielle en assurant à tous et toutes des repas quotidiens, en leur donnant accès à du matériel adapté à leur âge, susceptible de participer à leurs apprentissages (jouets,...). Ils assurent également leur développement en leur permettant de trouver une place au sein d'un groupe d'enfants et d'adultes dans un environnement stable et serein, autre que le groupe familial : « *Nous accueillons des parents qui sont dans une certaine précarité. Les enfants n'ont pas 2, 3 repas par jour...* », « *Il arrive que des parents oublient le repas ou que celui-ci ne soit pas adapté pour un enfant. [...] Il y a toujours des repas de substitution au cas où cela arrive.* »

Les situations de tensions dans la famille sont également pointées ; elles peuvent être dues à des conflits intrafamiliaux, des difficultés psychiques d'un parent, des difficultés financières, organisationnelles, comme par exemple pour certaines familles monoparentales ou celles vivant une situation de grand stress. Les MA offrent alors un espace-temps alternatif, sans tensions, aux enfants exposés à des situations stressantes dans leur contexte familial : « *Pour les parents plus en difficulté financière ou psychique, les enfants peuvent retrouver un milieu plus serein. Ils se retrouvent sur un terrain neutre, sans les tensions qu'ils pourraient vivre à la maison.* », « *C'est aussi amener un moment de récréation pour l'enfant dans une vie chaotique et permettre aux parents de souffler, travailler ou juste se reposer.* »

Pour les situations relevant de l'aide à la jeunesse, certains MA jouent aussi un rôle de protection de l'enfant, en accueillant des enfants dans le cadre d'un processus institutionnel lié au Service d'Aide à la Jeunesse. La fréquentation du MA est alors une obligation pour l'enfant, par décision du juge : « *Nous sommes une crèche sociale. Ce n'est pas nécessairement pour des personnes qui travaillent ou qui veulent mettre leur enfant dans une crèche, ça peut être pour des enfants placés par le juge, pour des parents en difficulté ou très jeunes...* »

« Les professionnel.les évoquent une augmentation inquiétante des familles en difficulté économique ou en détresse sociale »

L'avis d'expert.e.s renforce les constats du terrain

En plus des témoignages des professionnel.les, des expert.e.s issu.e.s de différents secteurs ont été sollicité.e.s pour apporter leur éclairage sur des angles spécifiques de la recherche. Concernant les familles vivant une grande précarité, Françoise De Boe, coordinatrice du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, pointe le fait que « *les MA sont vus autant comme*

Rencontre dans les locaux de *Laloco* de Sarah Soussi, coordinatrice, et de Marie-Laurence Lenglez, une des travailleuses

Située le long des voies ferrées à Jette, *Laloco* est une des structures créées par le Ballon Rouge, service collectif bruxellois de la FSMI (Fédération des Services Maternels et Infantiles) de Vie Féminine, et reconnue en tant que Maison communale de l'enfance depuis octobre 2018. *Laloco* accueille dans son bâtiment tout neuf et spacieux 12 enfants répartis dans une seule section. Son personnel est composé d'une coordinatrice, de trois puéricultrices et d'une préposée à l'entretien. Celles-ci participent régulièrement à diverses formations et recyclages, qui portent sur différentes facettes du métier d'accueil de la petite enfance (gestion des émotions, lecture de contes, enfants porteurs de handicap, etc...). Indirectement, certaines formations abordent les conséquences de la pauvreté sur les enfants ; par exemple, le langage, la psychomotricité de l'enfant, les besoins de l'enfant.

Avant de travailler à *Laloco*, Marie-Laurence est restée pendant plusieurs années à la Halte Accueil *L'Aquarelle*, créée par la Maison Mosaïque de Laeken (Vie Féminine) et actuellement située dans une école de la rue Marie-Christine.

À l'origine, *L'Aquarelle* accueillait surtout des enfants de mamans en formation à la Maison Mosaïque. La majorité de la population était d'origine marocaine et beaucoup de familles étaient installées depuis longtemps dans le quartier. Le projet s'est développé avec le partenariat avec Actiris et le CPAS de Laeken, changeant le profil des familles qui déposent leur enfant et engendrant une pression sur les mères (obligation d'être présentes en formation, être à l'heure). En plus de la précarité des familles, d'autres changements ont été observés à la Halte Garderie. En lien avec l'évolution de l'immigration à Bruxelles, d'autres types de familles ont été accueillies : des primo-arrivant.e.s et des mères monoparentales, de nationalités différentes, avec néanmoins beaucoup de mères africaines. Le changement s'est aussi marqué au niveau du nombre d'enfants : au départ à 9, ils sont actuellement 24. À *L'Aquarelle*, les parents apportent les repas des enfants, les langes et les vêtements de rechange. On peut constater des différences entre les enfants : les repas sont de qualités différentes. La précarité est essentiellement présente chez les primo-arrivants et les sans-papiers, qui, en plus de problèmes financiers, vivent des situations de stress liées à de nombreux soucis, notamment administratifs. Leur participation financière est adaptée en fonction de leurs revenus ; il est néanmoins impossible de leur proposer un accueil gratuit. Une précarité est aussi ressentie chez certaines familles, au niveau du milieu de vie (espace insuffisant, proximité familiale) et de leur mode de fonctionnement (par ex. peu de sorties au parc). En effet, il est bien souvent difficile à Bruxelles de trouver un logement adapté et financièrement accessible lorsqu'on est une mère monoparentale.

Une certaine souplesse est cependant permise : « *on n'arrête pas l'accueil d'un enfant, malgré le non paiement de certains parents* ». L'objectif poursuivi est de proposer, quelle que soit la situation sociale et financière des familles, une structure d'accueil accessible à tous les enfants. En effet, la réalité des parents et de leur environnement impactent les enfants accueillis et leur développement. Ce n'est néanmoins pas la mission des puéricultrices de prendre en charge ces situations sociales (même si parfois elles proposent des solutions) ; leur priorité est le bien-être et la socialisation des enfants. ■

une menace que comme un soutien, parce que les familles les plus pauvres vivent constamment sous le regard de nombreux services qui ont vocation à les aider mais qui exercent aussi un contrôle et constituent donc une menace pour l'unité familiale. On sait en effet qu'il existe un lien statistiquement significatif entre mauvaises conditions socio-économiques et placement des enfants ». Cette attention portée à la croisée entre accueil de l'enfance, précarité familiale et aide institutionnelle invite à être attentif, en tant que milieu d'accueil pour enfants, à la manière dont les actions de soutien sont posées et à la façon dont les familles les perçoivent.

Les MA, reflet de notre société et de la détresse des familles

Au quotidien, les professionnel.le.s observent aussi les impacts des fonctionnements de la société, tels que la surconsommation, la flexibilité extrême de l'emploi, l'individualisme, ... Concernant ces mécanismes de la société de consommation et ses répercussions sur les familles, les professionnel.le.s de l'accueil indiquent par exemple que, contrairement à une époque antérieure où un salaire était suffisant pour subvenir aux besoins de la famille, dans le contexte actuel du marché de l'emploi cela ne suffit plus et les deux parents sont contraints de travailler : « *Permettre aux parents de travailler, même les deux parents* » parce que « *maintenant, il est difficile de vivre avec un seul salaire.* »

Les lieux d'accueil assurent parfois un rôle de protection économique des foyers en permettant aux parents salariés de « garder leur emploi » dans un contexte où l'accès à l'emploi n'est plus garanti. Permettre aux parents de travailler est cependant, dans la réalité quotidienne de terrain, parfois mise à mal. Plusieurs personnes rencontrées témoignent par exemple de la difficulté de certains parents à concilier leurs horaires professionnels avec celui du MA, ce qui engendre un stress important sur les familles.

Par de nombreux exemples, l'étude montre combien les MA sont le miroir de ce qui se vit au sein de la société. C'est à travers les enfants que les professionnel.le.s sont amené.e.s à percevoir la détresse économique ou sociale des familles. Les mécanismes induits par la société de consommation se répercutent sur les parents ou sur les professionnel.le.s et percolent jusqu'aux lieux d'accueil.

De nombreuses questions interpellantes

Quoi de plus difficile que d'être face à la détresse des familles à travers le regard ou le vécu de leurs enfants ? Comment ne pas se sentir démunie ou impuissant.e face à cela ? Qu'est-ce que les professionnel.le.s et les structures d'accueil peuvent mettre en œuvre pour accompagner, aider, soutenir, comme il serait juste de le faire, ces familles ? Comment réaliser cela alors que les moyens leur manquent ? Jusqu'où notre société va-t-elle aller dans son fonctionnement et son organisation, dans ses valeurs et ses choix, face à ce nombre croissant de familles et d'individus qui se sentent – sont démunis, insécuri-

sés, ne pouvant vivre dignement, au point de ne pas pouvoir nourrir correctement leurs enfants ?

Nous sommes donc ici face à un double constat : d'une part, les professionnel.le.s voient un véritable accroissement de la précarité au sein des familles, qui touche les enfants de près. D'autre part, les MA et les professionnel.le.s qui y travaillent réagissent du mieux qu'il.elle.s le peuvent face à cette précarité et mettent en œuvre ce qui est en leurs moyens. Au-delà de simplement permettre aux parents de travailler, de se former, les MA remplissent clairement d'autres fonctions (sociales et éducatives). Afin de pouvoir les mener en prenant soin des besoins des enfants, en étant disponibles pour les familles qui le souhaitent et ce dans la reconnaissance des professionnel.le.s qui mènent ces actions, des moyens structurels et pérennes sont indispensables. ■

Séverine Acerbis ♦ Directrice de Badje ASBL

L'accueil extrascolaire, un puissant vecteur d'intégration et d'épanouissement

Par accueil extrascolaire, on entend, au sens le plus large, l'accueil de tout enfant en âge scolaire, quels que soient ses particularités et besoins, en dehors des heures scolaires et du cadre familial : avant et après les heures d'école, le mercredi après-midi, le week-end et pendant les congés ou vacances scolaires. Cela englobe les activités autonomes encadrées, les animations éducatives, culturelles, sportives ou autres... et vise l'accueil organisé tant dans l'enceinte de l'école qu'en dehors de celle-ci.

L'accueil extrascolaire joue un rôle important dans le développement et l'épanouissement personnel de l'enfant car il stimule de nombreuses compétences qui ne sont pas toujours éveillées durant le temps scolaire. Participer régulièrement à une activité extrascolaire de qualité lui permet d'élargir son horizon, de stimuler sa curiosité et d'apprendre sur le monde qui l'entoure.

Les effets positifs d'une participation régulière à des activités extrascolaires sur le développement social, comportemental et cognitif de l'enfant ont été largement démontrés par la littérature sociologique, en particulier dans les pays anglo-saxons. Ces effets peuvent toucher à

- l'apprentissage de la vie en groupe et le sentiment d'appartenance à un groupe ;
- la curiosité intellectuelle et l'enrichissement du vocabulaire ;
- la révélation de traits de personnalité et de compétences de l'enfant non repérés dans le cadre scolaire ;
- la confiance en soi, l'esprit de compétition et l'envie de réussir ;
- la relation à l'adulte : développement de relations de mentoring avec d'autres adultes que ceux de l'univers « habituel », participant à la construction identitaire de l'enfant.

1. La Fédération des services maternels et infantiles de Vie féminine (FSMI) est une coordination de 23 milieux d'accueil répartis sur tout le territoire de la FWB et qui ont été créés par Vie féminine dans l'optique de répondre aux besoins des femmes, notamment en termes d'accès à l'emploi.
2. *Quelques propositions pour une politique cohérente de l'accueil de l'enfance en Fédération Wallonie-Bruxelles*, Bruxelles, FSMI, 2014, p. 17.
3. Sur les 12 personnes rencontrées pour la recherche, 11 sont des femmes.
4. *Un certain regard... de terrain sur l'accueil de l'enfance à Bruxelles. Les trois fonctions de l'accueil de l'enfance dans un contexte de manque de place et d'augmentation de la pauvreté des familles*, Bruxelles, FSMI, 2018. Dix structures d'accueil de la Région bruxelloise, représentatives des différents types d'accueil existants à Bruxelles (public, privé, subventionné ou non, en collectivité ou au domicile des accueillantes/des parents, pour des enfants de 0-3 ans, de 3-12 ans ou encore de 0-12 ans pour l'accueil d'enfants malades) ont été rencontrées en 2017 via des entretiens individuels.
5. Les citations reprises dans cet article proviennent de la recherche de la FSMI *Un certain regard...op.cit.*

L'extrascolaire, un avantage pour TOUS les enfants !... Et en particulier, pour les enfants en situation de précarité

L'extrascolaire est considéré comme un puissant vecteur d'intégration pour les enfants et les familles d'origine étrangère en situation de précarité. La participation régulière d'un enfant à des activités extrascolaires est une plus-value pour son épanouissement. Elle lui permet de développer sa curiosité, de découvrir ses talents, de se socialiser, d'élargir ses horizons, de sortir de son quartier et de mieux appréhender le monde dans lequel il évolue.

Pour les enfants issus de milieux précarisés, et en particulier de familles ayant un parcours migratoire, l'extrascolaire est une opportunité fantastique de

- leur donner accès à des ressources stimulantes pour leur développement, leur permettre de réaliser leur épanouissement social ;
- développer des compétences linguistiques ;
- les préparer à leur rôle futur de citoyen.ne (participation) ;
- développer une relation de confiance avec une « institution » dans un contexte privilégié (débarrassé des enjeux de réussite scolaire, notamment...) ;
- les amener à rencontrer et fréquenter des enfants issus de milieux différents...

Trop peu d'enfants défavorisés bénéficient d'activités extrascolaires régulières !

À Bruxelles, 20% des enfants sont privés de loisirs réguliers. Plus de 30% des enfants de 1 à 15 ans vivant dans un ménage à risque de pauvreté (4 enfants sur 10 en RBC) ne peuvent pas exercer

régulièrement des activités de loisirs en dehors de leur domicile, contre environ 3% des enfants vivant dans un ménage qui n'est pas à risque de pauvreté. Ainsi, les enfants de familles en situation de pauvreté ont globalement peu l'occasion de participer aux activités de loisirs, culturelles, artistiques et sportives.

On constate de multiples obstacles du côté des familles : freins financiers, barrière psychologique, réalités de vie... Cette privation tient notamment au fait que ces activités sont généralement payantes, mais également parce que d'autres soucis pèsent sur l'environnement familial et ne laissent pas facilement place à la recherche d'activités de loisirs. De multiples obstacles se cumulent et entravent leur accès aux initiatives mises en place : manque d'information, frein financier, difficulté d'accès géographique, barrières psychologiques et liées aux conditions de vie...

De plus, on peut pointer une pénurie d'offre d'accueil extrascolaire de qualité « accessible », en particulier, dans les quartiers défavorisés qui sont souvent mal desservis...

Cadres légaux actuels très lacunaires

En Fédération Wallonie-Bruxelles, on constate un terrible morcellement du paysage, une multiplicité de cadres et d'agréments ainsi qu'une multiplicité d'acteurs, susceptibles de proposer des activités de type sportif et culturel aux enfants et aux jeunes, avec pour conséquences un manque d'accessibilité, de lisibilité et une ségrégation des publics.

L'extrascolaire est peu structuré et peu réglementé : il connaît encore de nombreuses zones de « flou » ou de « vide juridique ». La réglementation existante a morcelé le secteur en sous-secteurs (centres de vacances, accueil temps libre, écoles de devoirs) cloisonnés, empêchant le développement d'une vision et d'une politique éducative ambitieuse mêlant éducation formelle et éducation informelle.

Sauf rares exceptions, la prise en compte des enfants à besoins spécifiques et l'approche inclusive de l'accueil sont globalement peu considérées, et encore moins encouragées, par les législations existantes.

Le secteur de l'enfance se caractérise aussi par un manque de culture de l'évaluation et du pilotage, un constat qui s'applique tant au niveau des décideurs institutionnels que parmi les acteurs de terrain, souvent en manque de structuration professionnelle de leurs activités.

Le secteur de l'accueil de l'enfance se caractérise, enfin, par une prévalence de travailleurs aux statuts précaires, dont une très grande majorité de femmes, par des emplois à faibles revenus et par des programmes de remise à l'emploi (article 60, ALE...) générant une instabilité du personnel, au détriment de l'organisation d'un accueil de qualité.

Quelques recommandations

Améliorer l'offre et la qualité

Tenant compte de l'existant, l'offre d'activités accessibles et de qualité doit être développée dans les quartiers défavorisés. Une attention spécifique pour les moins de 6 ans est préconisée, compte tenu du manque d'offres observé pour cette tranche d'âge.



© Benoit Dochy

Les projets doivent être encadrés par un personnel capable de nouer des liens de confiance avec les familles et d'élargir les horizons des jeunes enfants. Une formation initiale et continue de qualité, des modes de recrutement plus ouverts et plus mixtes, des conditions d'emploi moins précaires et une sensibilisation aux réalités de vie des familles en difficulté sont nécessaires pour répondre au mieux aux besoins des enfants défavorisés et maximiser les chances d'une participation régulière aux activités. La régularité de la programmation et une réflexion sur le contenu sont aussi des éléments déterminants pour la qualité de l'offre et l'impact bénéfique sur les enfants.

Les activités uniquement ponctuelles n'ont en effet qu'un impact à court terme visant plutôt la détente que le développement de l'enfant.

Améliorer l'accessibilité

Répondre à la demande ne suffit pas : pour atteindre les familles « non utilisatrices » des services, il faut mener une politique volontariste pour réduire les barrières à l'entrée des milieux d'accueil extrascolaires et encourager les pratiques proactives et inclusives à l'égard de ces familles, afin de créer du lien et de gagner leur confiance.

L'accessibilité « physique » peut être facilitée grâce au partage de locaux avec les écoles ou par la prise en charge directe des enfants à la sortie des classes. Il faut aussi encourager les projets initiés au plus près des familles, des activités « mobiles », dans l'espace public ou sur le site de l'école, en particulier pour les plus jeunes enfants (moins de 6 ans).

Le contact avec les familles éloignées des activités extrascolaires sera amélioré si des personnes issues du public-cible sont

intégrées dans les équipes de professionnel.le.s (« jeunes ambassadeur.ice.s » du projet, figures clés, témoins du vécu).

L'intégration des familles issues de milieux défavorisés dans les activités nécessite une communication adaptée (des documents facilement compréhensibles et disponibles en plusieurs langues) et des modalités d'inscription adéquates (accompagnement dans les démarches d'inscription, présence d'un.e interprète, ...).

Il y a lieu aussi de proposer des formules suffisamment souples (horaires flexibles, activités « one shot », etc.) pour permettre à l'enfant de s'intégrer dans le groupe malgré les contraintes liées à ses conditions de vie ou au contexte (absences prolongées, irrégularité dans la participation, moindre maîtrise de la langue parlée par le groupe).

L'accessibilité économique s'avère particulièrement déterminante : pour être accessibles, les activités doivent être proposées gratuitement ou, au minimum, bénéficier d'un tarif social.

Développer un « maillage enfance » en plusieurs niveaux

• Travail en réseau des acteur.ice.s de l'enfance et de la jeunesse

Le secteur extrascolaire est trop morcelé, trop cloisonné et trop déconnecté du monde scolaire. Éducation formelle et non formelle doivent former un tout, les écoles doivent devenir des lieux de vie offrant une éducation de qualité et du loisir pour tous et toutes dans une continuité et une cohérence pédagogique. Trop d'initiatives de qualité ne sont offertes qu'à un tout petit nombre alors que bien plus d'enfants pourraient en bénéficier si elles se passaient entre les murs des écoles. Il est impératif de faire évoluer cette situation, dans l'intérêt supérieur des enfants. Et ça ne se passera pas sans bousculer les acteur.ice.s de terrain et sans affronter leurs résistances au changement.

• Encourager la mutualisation des moyens, le partage des locaux, innover au travers de projets pilotes, améliorer les pratiques de pilotage et d'évaluation d'impact...

L'école doit être un lieu de vie et d'activité, ouvert, participatif et bienveillant, un lieu d'épanouissement et d'émancipation. Elle doit incarner la démocratie et s'adapter au rythme chrono-biologique de l'enfant. Le rythme journalier doit donc s'appuyer sur une politique cohérente d'éducation (formelle et non-formelle) articulant l'enseignement, l'extrascolaire, le soutien scolaire, l'activité associative, le sport, les beaux-arts et la musique. Trop d'initiatives éducatives et de soutien scolaire de qualité ne sont offertes qu'à un tout petit nombre alors que bien plus d'enfants pourraient en bénéficier si elles se passaient entre les murs des écoles. Il s'agit donc de :

- Élaborer une stratégie visant à tendre vers une mutualisation des moyens en vue de la construction d'une politique éducative cohérente mêlant scolaire et extrascolaire (renforcer le 5^e axe du Pacte d'excellence) ;
- Revoir les législations Accueil Temps Libre et Écoles de Devoirs en vue d'offrir, à tous les enfants, un accueil extrascolaire et

des loisirs de qualité dans une continuité et une cohérence pédagogique avec l'école ;

- Rassembler les activités au sein des écoles, encourager et encadrer le partage des locaux.

Les partenariats sont un formidable moyen de créer des opportunités, de faire sortir les jeunes de leurs quartiers. Ils peuvent prendre différentes formes : projets co-construits, découverte de nouveaux horizons (liens avec les artisan.e.s du quartier, organisation d'initiatives telles que « Place aux enfants »...), etc. Afin d'assurer une couverture maximale des besoins des enfants et des familles, le travail en réseau sur le plan local doit être stimulé. Celui-ci permet d'améliorer la prise en charge globale des familles en coordonnant les interventions des différents acteur.ice.s sociaux. Il permet aussi d'optimiser la couverture de tous les publics en interrogeant la façon dont s'articulent les multiples dispositifs présents sur un même territoire. Car en effet, malgré le nombre élevé des dispositifs existant sur le plan local, de nombreuses familles et leurs enfants restent en dehors de toute affiliation sociale. Il est donc essentiel d'encourager le développement de stratégies communes entre acteur.ice.s associatif.ve.s pour mieux toucher tous les publics et aller à la rencontre des plus éloignés. Pour créer ces synergies sur le plan local, les Coordinations de l'Action sociale mises en œuvre par les CPAS sont, à notre sens, les plateformes les mieux placées pour endosser cette ambition.

- Afin de toucher tous les enfants exposés au risque de pauvreté et de répondre à leurs besoins nombreux et divers, il faut une mise en réseau efficace entre les pouvoirs locaux et tou.te.s les acteur.ice.s dans le domaine du logement, de la petite enfance, de l'éducation, de la santé, du sport, de la culture et des loisirs. ■

Badje ASBL (Bruxelles Accueil et Développement pour la Jeunesse et l'Enfance), est une fédération pluraliste bruxelloise active dans le secteur de l'accueil des enfants et des jeunes. Son énergie est déployée dans de nombreuses activités qui participent au développement, à la reconnaissance et à la professionnalisation de l'accueil de l'enfance en Région de Bruxelles-Capitale.

Ses publications, sa revue « Le P'tit Temps Libre » et ses activités sont présentées sur son site www.badje.be

Coordonnées : Badje ABSL rue de Bosnie 22 1060 Bruxelles
Tél. : 02 248 17 29 Mail : info@badje.be



POUR EN SAVOIR PLUS...

- Carine VASSART et Claire KRAMME, *L'extrascolaire au cœur de l'intégration, une initiative du Fonds Baillet Latour, gérée par la Fondation Roi Baudouin – Présentation et Rapport d'impact 2013-2016*, Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 2016 (en ligne) www.kbs-frb.be/fr/Virtual-Library/2016/20161109DD
- Claire KRAMME, *Avez-vous pensé à vos plus petits citoyens en situation de pauvreté ? Bonnes pratiques communales*, Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 2019 (En ligne) www.kbs-frb.be/fr/Activities/Publications/2019/2019025NT3 www.pauvrete-et-extrascolaire.be

Plateforme de lutte contre la pauvreté des enfants et de leurs familles

La pauvreté est une réalité inadmissible dans un pays aussi riche que la Belgique. Elle est le résultat de politiques mises en œuvre par tous les niveaux de pouvoirs et qui augmentent les inégalités. La pauvreté des enfants est d'abord celle des familles et résulte de politiques inégalitaires qui doivent être modifiées.

La pauvreté et les inégalités méritent des politiques structurelles de lutte contre elles contre la pauvreté et les inégalités des familles, et particulièrement celles touchant des parents devant élever seuls leur.s enfant.s (dont une majorité de femmes seules). Les revenus du travail, de la sécurité sociale, et le droit du travail doivent mieux rencontrer l'objectif d'une société intégrée à cohésion sociale forte. Il faut des allocations familiales augmentées et particulièrement pour les familles en situation de pauvreté ; des allocations de sécurité sociale et d'aide sociale relevées au-dessus des seuils de pauvreté ; un relèvement important du salaire minimum interprofessionnel ; une vraie lutte contre les emplois précaires ; etc.

La pauvreté est plus encore insupportable quand elle touche les enfants. Faute de pouvoirs publics jouant suffisamment leurs rôles, c'est dès le plus jeune âge qu'un enfant pauvre est pré-déterminé à devenir pauvre et le rester toute sa vie.

La pauvreté bafoue les engagements internationaux de la Belgique repris dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, ainsi que notre droit constitutionnel à mener une vie conforme à la dignité humaine.

Toute politique de lutte contre la pauvreté doit reconnaître que l'impact de la pauvreté sur les enfants est d'une urgence particulière. Aussi, les pouvoirs

publics doivent utiliser les leviers que sont les services publics et collectifs, financés par une fiscalité juste, pour combattre les inégalités subies de manière directe par les enfants en menant des politiques coordonnées, transversales et qui intègrent l'ensemble des acteurs. Avec tous les signataires de cette *Plateforme de lutte contre la pauvreté des enfants et de leurs familles*, nous nous engageons à porter auprès des pouvoirs publics et politiques le respect des principes suivants :

- La gratuité des soins périnataux indispensables à la santé des mères et de leurs enfants.
- L'accessibilité effective des soins de santé de qualité, la gratuité de l'accompagnement psycho-socio-médical, ainsi que des vaccins et médicaments indispensables à la bonne santé des mères et de leurs enfants.
- L'accessibilité réelle et effective aux milieux d'accueil et la gratuité pour les enfants de parents bénéficiant de l'aide sociale ou de revenus de la sécurité sociale.
- La gratuité effective de l'école maternelle et primaire pour tous les enfants, l'obligation scolaire descendue à trois ans, et un meilleur contrôle

de l'affectation vers l'enseignement spécialisé.

- La structuration de l'accueil extra-scolaire et une offre adaptée et de qualité aux besoins des enfants et aux capacités contributives des parents, en visant la gratuité.
- Un accès effectif au sport, aux loisirs, à la musique et à la culture pour les enfants, en tenant compte des capacités contributives des parents, et gratuit dans le cadre scolaire.

Liste des signataires

Les AID, ATD Quart monde, CEPAG, ChanGements pour l'égalité CGé, CIEP, CNE, Collectif Solidarité contre l'exclusion, Collectif de Tournai de Lutte contre la pauvreté, CSC francophone, Équipes populaires, Fédération des maisons médicales, FGTB wallonne, Femmes prévoyantes socialistes (FPS), Forum Bruxelles contre les inégalités, FSMI de Vie Féminine, les JOC, Latitude Jeunes, Ligue des Droits humains, Ligue des familles, Lire & Ecrire, Lutte Solidarité Travail (LST), Mineurs en exil, MOC, Mutualité chrétienne, Présence et Action Culturelles PAC, RTA, Réseau des Bébébus, Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, Solidarité, Vie Féminine. ■



Des capsules vidéo visibles sur

<https://vimeo.com/375382925>



La page facebook de la plateforme est opérationnelle :



Stéphanie BAUDOT ♦ Rédactrice en chef de *Démocratie*

« Si on veut survivre comme ONG, il faut faire des choix »¹



Le 16 octobre dernier, l'ONG du MOC WereldSolidariteit-Solidarité Mondiale a fêté ses 45 ans avec de nombreux ses représentant.e.s de ses organisations partenaires du Sud et du Nord, ses bénévoles et ses partenaires externes. WSM a profité de cette occasion pour effectuer un travail sur son identité visuelle et se donner un nouveau nom : We Social Movements-Changeons la donne (WSM). En effet, depuis plusieurs années, le secteur de la coopération au développement est en mutation : réforme du financement, évolutions sociétales, nouveaux défis nationaux et internationaux, tentative d'affaiblissement de la société civile un peu partout dans le monde... Des nouvelles formes de coopération doivent voir le jour pour répondre à ces divers changements et les ONG sont contraintes d'adapter leur cadre de pensée et d'action. WSM n'y échappe pas mais tire profit de cette remise en question pour faire le point sur son identité, définir de nouvelles stratégies et prendre un nouveau départ.

Rencontre avec André KIEKENS, secrétaire général de WSM, We Social Movements (WSM)

WSM s'est récemment doté d'une nouvelle identité visuelle. Pourquoi un tel changement ?

Il ne s'agit pas seulement d'une opération cosmétique visant à relooker notre logo mais plutôt de l'expression d'un repositionnement de notre ONG dans le secteur évolutif de la coopération internationale. Ce repositionnement est le fruit d'un processus de réflexion que nous poursuivons depuis plusieurs années et qui nous a amenés à nous pencher sur notre origine, notre position actuelle et sur notre vision du futur comme acteur de la coopération.

Cette réflexion stratégique était nécessaire dans un monde en pleine mutation et une coopération au développement sous pression.

Comment la coopération au développement évolue-t-elle ?

Depuis son émergence dans les années 1970, le secteur de la coopération a fortement changé. Le modèle de coopération, qui est né des mouvements de solidarité de l'époque postcoloniale, était celui de « l'aide au développement ». Les ONG avaient pour mission d'« aider » les pays du Sud afin de combler le fossé existant avec les pays du Nord. On cherchait sans doute à gommer la honte des stigmates de la colonisation, dans une vision d'assistance plus que d'émancipation. Trop souvent, il a été, cela l'est encore pour certaines ONG, question de récoltes de fonds misérabilistes, d'interférences des donateur.rice.s dans les programmes, parfois même de perturbations des structures et des dynamiques locales.

Aujourd'hui, ce modèle de la coopération n'est plus adapté à la société actuelle. La pauvreté et l'exclusion sociale ne suivent plus la ligne de fracture Nord-Sud. La pauvreté est surtout présente dans les pays à croissance rapide, les zones en conflit, les États faibles, mais aussi chez nous. Par ailleurs, les pays du Sud possèdent des richesses liées à leurs ressources naturelles. Les inégalités sociales émanent donc de rapports de forces inégaux. Ce n'est dès lors pas avec un volume d'aide plus important que l'on va pouvoir en sortir. Ce qu'il faut, c'est une plus juste répartition des richesses et donc des actions de plaidoyer politique.

Face à ces constats, la coopération internationale s'est acheminée depuis une dizaine d'années vers un nouveau modèle construit autour du concept *beyond*

aid (au-delà de l'aide). Ce modèle vise la construction d'une société durable, ce qui implique de travailler avec les partenaires locaux, d'agir sur les systèmes politiques et économiques de manière structurelle, d'investir dans le partage de connaissances et de bonnes pratiques entre les différents acteur.rice.s de la coopération, etc.

Dans ce contexte, comment WSM s'est-elle repositionnée ?

Nous avons redéfini notre approche en huit points². Tout d'abord, nous nous profilons comme une ONG unitaire qui regroupe les forces du Mouvement ouvrier chrétien autour d'un programme commun de coopération internationale. Ensuite, nous avons décidé de concentrer notre expertise sur une thématique spécifique qui est la défense du droit à la protection sociale et au travail décent. Aujourd'hui, 80% de la population mondiale n'ont pas accès à un revenu stable et décent. Parmi ces personnes qui doivent survivre avec maximum 10 dollars par jour, 71% n'ont pas accès à la sécurité sociale. Presque les 3/4 de la population mondiale sont donc sans droits sociaux et économiques leur permettant de participer pleinement à la société.

Avec cette spécialisation des ONG, ne risque-t-on pas de passer à côté d'autres enjeux prioritaires pour certains de nos partenaires ?

C'est clair que le fait de se spécialiser limite le champ d'action. L'enseignement, l'éducation, l'accès à l'eau potable sont d'autres enjeux de développement importants mais ils sortent de notre expertise en tant que mouvement social. Intervenir sur toutes les thématiques de

développement conduit inévitablement à la dispersion, et nuit à l'identité propre de chaque acteur. De plus, aujourd'hui l'administration de la coopération au développement, la DGD, exige des ONG qu'elles développent une spécificité propre. C'est donc aussi une question de nécessité pour nous. Si on veut survivre à l'avenir comme ONG, il faut faire des choix. Les thématiques sur lesquelles nous avons choisi de nous concentrer (le droit à la protection sociale et le travail digne) sont très larges et permettent dès lors de couvrir de nombreuses problématiques rencontrées localement. Par exemple, nous n'avons pas de programme directement lié aux problèmes de la paix dans certaines parties du monde, comme au Moyen-Orient ou en Afrique, mais à travers les actions que nous soutenons, nous luttons pour la paix sociale qui est souvent à la base d'une paix durable.

**Pourquoi We Social Movements ?
Le choix de l'anglais est-il anodin ?**

Nous voulons prendre notre place dans une dynamique internationale. Aujourd'hui, tous les défis importants ont une dimension internationale, tels que la crise financière, la crise migratoire, la crise écologique, les conflits sociaux, les inégalités croissantes, la violence, etc. Il s'agit d'un autre aspect de notre repositionnement stratégique dans une approche multi-acteurs avec différents mouvements représentatifs de la société : mouvements de femmes, d'ainé.e.s, de jeunes, d'économie sociale, etc. Au lieu de soutenir et maintenir des liens uniquement avec des partenaires bilatéraux, nous développons des programmes dans lesquels nos partenaires sont connecté.e.s entre eux.elles et avec d'autres acteur.rice.s de la société dans un réseau régional, national et international, sur la thématique de la protection sociale et du travail décent. Nous agissons comme facilitateurs de ces réseaux. L'idée est de soutenir nos partenaires pour qu'ils renforcent la place de la

send a wish - make a change

WSM
We Social Movements
wsm.be

CARTES DE VOEUX SOLIDAIRES
Set de 5 cartes à 6 euros : commander
martine.stroobants@wsm.be - 02 246 36 72

société civile dans leur pays et lui permettent ainsi d'avoir du poids dans les réformes portées par les gouvernements et par les acteur.rice.s sociaux.ales. De les faire reconnaître comme acteur.rice.s pour qu'il.elle.s puissent construire aussi des solutions structurelles aux problèmes d'exclusion et construire une société de droit. Une société durable et inclusive. Nous sommes convaincus que la société civile doit impérativement s'organiser pour construire un contre-pouvoir fort dans le triangle des forces qui aujourd'hui construisent les sociétés : État, acteur.rice.s économiques et société civile. On constate en effet que là où les acteur.rice.s de la société civile sont reconnu.e.s

et peuvent prendre une place, les sociétés sont plus équilibrées. Par contre, là où il.elle.s sont écarté.e.s, poursuivi.e.s, la situation se détériore clairement. En Mauritanie par exemple, les syndicats ont été poursuivis. Résultat, aujourd'hui, l'esclavagisme est de retour.

De quelle manière la réforme initiée en 2015 par le ministre de la Coopération Alexander De Croo influence-t-elle le repositionnement des ONG ?

En matière de coopération, on voit clairement l'orientation libérale dans la ligne définie par ce cabinet. L'État cherche à faire des économies budgétaires et se tourne alors vers le secteur privé en espérant qu'il pourra résoudre lui-même les problèmes sociétaux. Il essaie d'impliquer les entreprises dans la coopération et

d'y diminuer le rôle et la place des organisations sociales. C'est une vision que nous combattons. Nous sommes persuadés qu'il n'y aura pas de développement durable et social sans une implication forte des forces sociales. Partout dans le monde, le constat est le même : on tente de mettre la société civile au pied du mur. Le secteur de la coopération n'y échappe pas. Et c'est notamment pour cette raison que nous développons cette stratégie de renforcement des organisations sociales par leur mise en réseau. Résister aux tentatives d'affaiblissement et de dénigrement des forces sociales est un combat de tous les jours et un combat international. Nous avons d'ailleurs formé un réseau thématique sur le droit à la protection sociale et au travail décent avec neuf organisations représentatives dans le secteur³ pour mieux nous défendre dans un environnement fortement libéral dans son approche et qui peut menacer notre liberté de nous organiser avec nos stratégies propres.



1. Interview parue dans *Démocratie*, octobre 2019.
2. *Changeons la donne, une introduction*, Bruxelles, WSM, octobre 2019.
3. Plateforme de Coordination Travail Décent : WSM, IE01 (CSC), ANMC, MSI (CGSLB), Fos, SolSoc, IFSI (FGTB), Solidaris-Socialitische Mutualiteiten, Oxfam-Solidarité

Interview de Claudia Benedetto ♦ Chargée de communication, Équipes Populaires

Et si les progressistes alimentaient le populisme ?

Sans être ni politicien ni politologue, Guillaume Lohest est chargé d'études et de formation aux Équipes Populaires. Dans le cadre de la campagne de sensibilisation « *Soupe populiste: Gavage simpliste* »¹ qui dénonçait les simplismes du populisme dans un contexte pré-électoral, Guillaume Lohest a élargi sa réflexion et a produit un essai *Entre démocratie et populisme. 10 façons de jouer avec le feu* dans lequel il questionne les pratiques des progressistes destinées à combattre le populisme, qui s'avèreraient au final inefficaces, voire pires. Ce livre est le fruit des réflexions issues de l'observation des paroles et des réactions citoyennes, dans les engagements associatifs et militants, mais aussi sur les réseaux sociaux et dans la vie de tous les jours. Ce n'est pas de politique électorale dont il est question, ni des programmes ni des jeux d'appareil, mais de la façon dont les gens vivent, perçoivent et réceptionnent l'actualité et les discours politiques, y compris ceux de leurs proches, ami.e.s ou des militant.e.s qui les inspirent. De la façon dont ces discours font tâche d'huile. Son point de vue est surtout situé dans le monde de l'éducation permanente et des mouvements progressistes, volontiers provocateur et autocritique.

Peux-tu me décrire en quelques mots le propos développé dans ton essai ?

La démocratie, tout le monde en parle, tout le monde la défend, surtout au moment des élections. Les partis populistes aussi se revendiquent de la démocratie. Ceux-là même qui accèdent au pouvoir ou s'en approchent, dans la plupart des grands pays du monde et d'Europe. Les populistes prétendent être au service du « peuple », contre le « système » et contre les élites. Et nous ?

Ce livre est une invitation à tourner le regard vers notre propre conception de la démocratie : que croyons-nous qu'elle est ? Auxquelles de ses multiples dimensions sommes-nous le plus attachés ? Ne serions-nous pas, nous aussi, en colère contre le « système » et les élites ? Quel effet produisent nos discours et nos attitudes ?

La première partie de l'essai est plutôt introspective...

Oui, la première partie du livre est un petit journal de bord politique tenu en août et en octobre 2018. Il commence par l'apparition fracassante, dans le paysage politique européen, de la figure de Steve Bannon. Le projet de ce stratège américain, dont on dit qu'il a beaucoup contribué au succès électoral de Donald Trump, est de paralyser l'Union européenne en faisant croire les partis national-populistes partout. Dans la foulée de cette médiatisation, de nombreux signaux inquiétants semblent aller dans le sens de ce projet : les mêmes visées d'affaiblissement de l'Union européenne sont partagées par la Russie de Vladimir Poutine, l'Italie est gouvernée par une coalition populiste, des émeutes racistes éclatent à Chemnitz dans la Saxe... Deux mois plus tard, au Brésil, Jair Bolsonaro est élu. Ce qui accrédite l'idée qu'on assiste à une montée globale des populismes nationalistes, à un affaiblissement de l'idée de démocratie.

Cette actualité nous interroge. Pourquoi cette tendance est-elle en train de l'emporter ? Quelle est la force des discours de Bannon, Salvini, Orban ou Le Pen ? Le populisme de gauche est-il une alternative souhaitable ? Faut-il encore utiliser le mot « peuple » ? Comment expliquer que la Wallonie et Bruxelles semblent épargnées par le populisme ? N'avons-nous



pas à l'esprit une mauvaise définition de ce qu'est réellement un régime démocratique ? D'où vient ce sentiment que les démocraties occidentales trahissent systématiquement leurs valeurs en politique internationale ? Les réseaux sociaux ne sont-ils pas un champ de bataille capital, dominé par l'extrême-droite ? Le climat de confusion politique n'est-il pas l'un des ingrédients du fascisme ? Quelle est la juste attitude à adopter face à des paroles racistes ? Autant de questionnements livrés sans filtre.

Et la seconde partie se veut provocatrice...

La seconde partie du livre, en écho, reprend ces questionnements et les transforme en provocations. Dix attitudes fréquentes dans les milieux progressistes sont observées sous un angle inversé : et si en réalité ces attitudes, loin de faire barrage au populisme, au contraire l'alimentent ?

Peux-tu nous donner quelques exemples d'attitudes qui desservent involontairement la démocratie ?

Par exemple, on a tendance à se limiter à l'étymologie : celle-ci nous apprend que la démocratie, c'est le « pouvoir du peuple ». Spontanément, nous sommes tenté.e.s d'affirmer que nous en sommes loin aujourd'hui, voire que nous ne vivons plus dans une véritable démocratie. Mais cette définition un peu simpliste, qui porte en elle l'idéal du référendum, laisse de côté l'essentiel de ce qu'est concrètement la démocratie : l'état de Droit, la liberté d'opinion, la liberté de la presse, la protection des minorités, la liberté d'association, l'existence d'une société civile organisée et plurielle, le respect des Droits Humains, etc.

Où quand on dit être contre le système : tout le monde ou presque veut « changer le système ». Mais le système, c'est quoi ? Le capitalisme ? Les médias ? La finance ? La démocratie représentative ? Un peu tout cela à la fois ? Cette posture antisystème, très partagée à gauche, est pratique car elle permet de penser que les changements à apporter sont simples. Mais qu'en est-il dans les faits ? Quand c'est la posture antisystème qui guide la politique, c'est l'extrême-droite qui en profite. L'exemple italien le montre, avec une inversion du poids électoral entre le Mouvement 5 étoiles et la Ligue du Nord, depuis la formation du gouvernement.

À gauche, on a aussi tendance à négliger la force des récits : Steve Bannon et les populistes d'extrême droite racontent une histoire d'une redoutable efficacité, qui fait écho au sentiment d'abandon de la classe moyenne. En face, les progressistes proposent soit des idées, soit des contre-récits un peu plats, bref rien qui rivalise avec la puissance dramaturgique, presque mythologique des récits nationalistes d'aujourd'hui. La gauche comprend-elle ce qui est en train d'arriver ?

Le rapport aux réseaux sociaux intervient aussi, on a tendance à les mépriser : « *Ce n'est pas la vraie vie* », « *On ne fait pas de la politique sur Twitter* »... Délaisser le champ des réseaux sociaux sous prétexte que c'est un espace virtuel et éphémère, ou pour des raisons morales, c'est laisser le champ libre aux propagandes 2.0. N'y a-t-il pas une forme d'intellectualisme dans le dédain pour ces espaces virtuels ? Le Brexit, l'élection de Trump et les élections européennes, ont pourtant montré que c'est là que se jouent, en partie, la bataille de l'information, la guerre culturelle de conquête des imaginaires. Comment faire de l'éducation populaire ? Comment favoriser l'esprit critique sur ces espaces ? Immense question...

1. www.equipespopulaires.be/nos-campagnes



Guillaume LOHEST, *Entre démocratie et populisme. 10 façons de jouer avec le feu*, Éditions Couleur livres, 2019.

Pour le commander : Équipes populaires
Tél. : 081/73.40.86 www.equipespopulaires.be/etude/nos-democraties-peuvent-elles-passer-larme-a-gauche-decembre-2018/#part_3

Flavien Magar ♦ ISCO Liège, 2013-2017

Comment négocier la mise en place de procédures de sécurité plus respectueuses des travailleurs?



L'entreprise Renory qui emploie un peu moins de 60 ouvriers à Angleur a comme activité principale le stockage et la manipulation de bobines pour ArcelorMittal. Ma question de recherche est autour de comment en tant que seul représentant syndical chez « Renory », on peut construire avec l'employeur une politique de prévention et du bien-être au travail.

Lorsque j'ai été élu au comité PPT en 2012, il y avait de gros manquements au niveau de la prévention et la protection des travailleurs. L'activité dans l'entreprise est lourde et assez risquée pour les travailleurs, qui manipulent des charges importantes. Avant 2012, nous comptabilisions entre 10 et 15 accidents du travail par an dans l'entreprise, alors que la moyenne nationale dans ce secteur d'activité est nettement plus basse. Les accidents du travail étaient dus au manque de formation des travailleurs, à l'absence de matériel adapté pour effectuer les tâches demandées, mais aussi à des erreurs humaines et parfois des maladroites. Il était urgent de faire une analyse des causes de ces accidents du travail, et de mettre en place une politique de prévention et de protection des travailleurs dans l'entreprise.

Cette situation problématique m'a encouragé à me présenter aux élections sociales en 2012 afin de tenter de nouer un dialogue avec l'employeur et pouvoir remédier à cela. Et pour convaincre l'employeur d'améliorer les mesures de sécurité dans l'entreprise, j'ai voulu à la fois étudier les possibilités d'apporter des solutions techniques concrètes mais aussi analyser les enjeux socio-économiques qui peuvent causer des accidents pour les dénoncer et mettre en place des mesures de préventions.

Afin de mettre en place mon projet, il a d'abord fallu remettre en marche le

fonctionnement du CPPT depuis le début : faire un règlement d'ordre intérieur du CPPT, fixer des réunions mensuelles, responsabiliser le conseiller en prévention de l'entreprise dans son rôle. Cela ne s'est pas fait en un jour, surtout qu'entre 2014 et 2016, j'étais le seul représentant des travailleurs. Avant 2014, il n'y avait aucune structure dans le fonctionnement du CPPT, pas de réunion régulière, pas de politique de prévention etc. La direction a pris conscience de l'importance du respect des lois au niveau de la sécurité au travail et a accepté la mise en place du projet afin d'augmenter au maximum la sécurité sur le lieu de travail.

Ce qui m'a aidé à construire mon action syndicale, c'est qu'en plus des formations des nouveaux.elles élu.e.s, j'ai entamé rapidement une formation ISCO, qui a été ma force car j'ai vite acquis des connaissances pointues sur la concertation sociale en entreprise. J'ai appris à identifier et analyser une situation à risque et à formuler des solutions, le tout de manière rigoureuse et professionnelle. La formation ISCO m'a donné les bases, les clés de compréhension et la méthode pour débloquer la situation qui était très inquiétante dans notre entreprise.

Ma question de départ de mon mémoire est la suivante : Quels sont les facteurs à étudier pour mettre en place des procédures de sécurité plus respectueuses des travailleurs ? Mes hypothèses sont : « Que faire pour mettre en place des procédures de sécurité plus respectueuses des travailleurs ? ». Pour cela, il faut analyser :

1. Les conditions matérielles de travail : J'ai repéré des éléments concrets matériels de risques dans mon étude de prévention et de revendications. J'ai ensuite listé les différentes solutions techniques à mettre en place. J'ai également de-

mandé un calendrier des installations à réaliser via le CPPT. Et enfin, je vais mettre en place une action collective pour renforcer les procédures de sécurité ;

2. Les choix en matière d'organisation du travail cités dans le cadre théorique : grâce aux indicateurs établis à la lecture de la thèse de Véronique Daubas-Letourneux, j'ai repéré des éléments en matière d'organisation pouvant provoquer un accident.

Cette hypothèse a été vérifiée en trois temps :

1. Analyses de risques et statistiques des accidents du travail au CPPT ;
2. Démarche participative à partir de la méthode PIPO. Recueil d'informations à l'aide de l'arbre à problèmes afin de planifier des projets ciblés sur les objectifs ;
3. Application d'un cadre d'analyse inspiré du travail de la sociologue Véronique Daubas-Letourneux.

Pour citer un exemple : les bobines qui viennent de chez ArcelorMittal étaient très souvent sales, à cause du transport. Notre direction a donc exigé des travailleurs qu'ils nettoient ces bobines qui pèsent plusieurs tonnes, mais elle n'a pas formé ni outillé les travailleurs pour pouvoir faire ce travail sans risque. J'ai dû batailler pour que cette situation dangereuse change. Nous avons finalement été visiter une autre entreprise spécialisée dans ce type de tâche et un responsable de cette entreprise nous a confirmé que nous n'étions absolument pas prêts pour faire ce nettoyage des bobines en toute sécurité. Nous avons réfléchi au CPPT afin de trouver une solution pour résoudre ce problème et la direction a décidé d'adapter le travail. Ensuite, il a fallu que nous imaginions et concevions nous-mêmes le système qui permettait de couper les spires sans risque.

Lorsque j'ai commencé mon premier mandat syndical, j'ai rencontré individuellement ou en groupe tous les ouvriers de l'entreprise afin de leur demander de lister tous les problèmes liés à la sécurité et la santé au travail. Ensuite, grâce à ma formation ISCO, j'ai pu élaborer un « arbre à problèmes » et identifier deux axes principaux : la sécurité au travail et l'« ambiance au travail », autrement dit tout ce qui relève de l'organisation au travail. Il me semblait compliqué de me battre en même temps sur ces deux fronts.

Il faut faire des choix, sélectionner des priorités sur base des critères suivants : la pertinence, la faisabilité, la viabilité, la durabilité et l'impact/le cout. Nous devons pour chaque critère cibler les objectifs les plus réalistes. Nous avons répondu aux questions en fonction de l'objectif le plus pertinent par rapport aux besoins des travailleurs et des attentes exprimées, et du budget que l'entreprise est d'accord d'allouer au projet. Ils ont souhaité que, dans un premier temps, je concentre mes efforts sur la sécurité.

Puisqu'aucune analyse des risques n'avait été faite récemment, j'ai pris la décision d'en faire l'ébauche moi-même, en identifiant les problèmes et leurs causes afin de pouvoir les communiquer à l'employeur lors des réunions de CPPT. Pour mettre un maximum de chance de mon côté, je suis aussi arrivé au CPPT avec des propositions de solutions. Bien entendu, l'employeur n'a pas accepté toutes mes propositions, mais de nombreuses mesures ont été prises pour la sécurité des travailleurs.

Aujourd'hui, le nombre d'accidents du travail a fortement chuté avec une moyenne de 3 accidents par an. La direction l'a constaté grâce au rapport annuel *Statistique des Accidents du Travail* présenté au CPPT. Elle a réalisé qu'un CPPT qui fonctionne bien est un outil de prévention très utile. Le fait d'avoir un CPPT structuré et d'amener moi-même les problèmes mais aussi des solutions potentielles a été apprécié par la direction. Elle a réalisé d'une part qu'il y avait de graves problèmes de sécurité, mais surtout qu'il existait des solutions pour y remédier... et que tout le

monde était gagnant au final ! Le fait de réinvestir le conseiller en prévention dans son rôle et de structurer le CPPT a permis d'établir un dialogue, de cadrer la concertation sociale et de travailler ensemble à des solutions, plutôt que de recourir à des solutions plus extrêmes comme une grève.

Cependant, la situation n'est pas idéale non plus. Il reste notamment un gros bémol : lorsqu'il y a une nouvelle activité, la direction n'a pas encore le réflexe de faire une analyse préalable des risques. On met en route l'activité, puis seulement après on se pose la question de savoir si le travailleur peut l'exercer en toute sécurité.

Le dialogue avec la direction est constructif, mais il reste encore beaucoup à faire. Lorsque le problème est criant, comme sur le site Héna à Flémalle, la menace de convoquer l'inspection du travail parvient généralement à faire bouger les choses. Parfois il suffit de les responsabiliser face à un problème de sécurité pour que des mesures soient prises... Quant aux travailleurs, la plupart d'entre eux reconnaissent les avancées au niveau de la sécurité et sont satisfaits de notre action syndicale.

Grâce aux indicateurs établis par Véronique Daubas-Letourneux, j'ai pu valider ma deuxième hypothèse. J'ai repéré des éléments en matière d'organisation pouvant provoquer des accidents ainsi que des risques psychosociaux, qui seront notre prochain cheval de bataille maintenant que la sécurité a été améliorée.

Nous fonctionnons quasiment en flux tendu pour le client Arcelor. Cela crée un stress important chez les travailleurs car ils ont de grosses difficultés à organiser leur travail : à tout moment, le client Arcelor peut changer de commande et tout chambouler. Ce qui a pour conséquence une augmentation des risques et notamment du nombre d'accidents du travail. Même si nous dépendons fortement de notre client principal, je suis persuadé qu'il y a une marge d'amélioration au niveau de l'organisation du travail. J'ai exposé ces problèmes et la direction nous a entendu puisqu'elle a pour projet de demander à la Médecine du travail de faire une analyse des risques psychosociaux. Malgré l'obligation légale, Renory procède ainsi pour la première fois.



Maxime Dogot ♦ CIEP Hainaut Wapi

Des bombes pour lutter contre la pauvreté

À Tournai, entre les feuilles mortes et l'Eurométropole Tour, l'évènement *La Pauvreté sous les Bombes* s'est installé dans le paysage automnal de la ville. Plus qu'une performance artistique, ce live-painting se veut avant tout une rencontre citoyenne afin d'attirer l'attention de toutes et tous sur la pauvreté à Tournai.

« Je voudrais dénoncer le fait qu'en 2019, il y a des animaux mieux nourris que des enfants. Mon dessin représente une petite fille. Son ventre crie famine alors qu'elle regarde un cochon s'em-piffrer. Ça m'est venu d'un reportage dans lequel on voit des jeunes enfants travailler dans des champs. Les récoltes servent à nourrir les cochons tandis que les enfants se nourrissent de ce que les animaux ont délaissé ». Le message de Toker, jeune artiste graffeur, a le mérite d'être aussi clair que son trait. Il ne supporte plus une réalité que beaucoup préfèrent occulter : les inégalités et la pauvreté ont explosé depuis 30 ans, à mesure que le paradigme néo-libéral s'est imposé dans notre société.

Un évènement artistique dans l'espace public

Bienvenue à Tournai, au pied du Beffroi, en ce dimanche 13 octobre pour l'évènement *La Pauvreté sous les Bombes 3*. La météo est aussi incertaine qu'une

formation de gouvernement fédéral. Ils sont huit graffeurs et graffieuses à avoir répondu positivement à l'invitation du Collectif de lutte contre la pauvreté à Tournai, dans lequel le CIEP Wapi s'investit activement. Ces artistes dessinent, peignent, bombent, pochent, graffent, taguent en direct, sur l'espace public, de grandes fresques sur des supports en bois aggloméré de 2m60 sur 2m60. Le sujet de leur œuvre ? La pauvreté en général ! Avec un focus tout particulier sur la pauvreté infantile, à l'occasion de la venue prochaine de Viva For Life dans la cité des cinq clochers.

L'évènement a lieu dans le cadre de la Journée Mondiale du Refus de la Misère. « La philosophie de cette journée, c'est de rendre visible l'invisible. C'est-à-dire de donner la parole, un espace d'expression à celles et ceux qui vivent ou sont témoins de la pauvreté afin de sensibiliser l'opinion publique et les responsables politiques » explicite René Denayer, président d'ATD Quart Monde et membre du Collectif de lutte contre la Pauvreté à Tournai.

Une démarche de longue haleine

Comment procéder de la sorte ? Le Collectif anime pendant l'année un groupe de militant.e.s autour de la précarité. Les membres de ce groupe, auto-pro-

clamés *Les Motivés du Partage* dont bon nombre sont directement touchés par la précarité, échangent sur leurs situations de vie, leurs pensées et leurs analyses en lien avec celle-ci. « De ces échanges, nous avons rédigé un journal "Tous et Toutes ensemble" dans lequel nous expliquons le mécanisme de la sécurité sociale, ses avantages mais aussi ses dysfonctionnements afin que les gens prennent conscience de ce qu'ils retirent de ce système mais aussi que ce dernier est perfectible. Nous abordons également les questions d'accès à la santé en critiquant les objectifs mercantiles de l'industrie pharmaceutique et en défendant des modèles de soins de santé plus centrés sur l'humain, telles que les maisons médicales au forfait » explique Monique, militante au sein des *Motivés du partage*. Le journal est d'ailleurs distribué par ses auteurs et autrices, pendant l'évènement, aux passant.e.s et badaud.e.s attardé.e.s devant les fresques en cours d'élaboration.

Pour Flavia Livia, membre du Collectif de lutte contre la Pauvreté, il est important de faciliter les contacts entre *Motivés du partage* et le public présent: « Ce journal, en plus de contenir du fond, est un bon outil d'accroche pour aborder les gens. Certains militants et certaines militantes, de par leur situation économique, souffrent d'isolement social et éprouvent des difficultés à aller vers les gens. Ce journal leur permet de nouer un premier contact pour ensuite aborder les sujets parfois complexes qu'il contient. Ils peuvent dès lors plus facilement s'exprimer, sensibiliser et ainsi remplir l'objectif de la journée ».

Pourquoi l'art ?

Rendre visible, donner la parole, sensibiliser au sujet de la pauvreté, d'accord. Mais pourquoi passer par le biais de l'art et plus particulièrement du street-art pour arriver à ces fins? Pour l'artiste Martial Raysse, le rôle social du peintre est de montrer la beauté du monde pour

Vie de l'ISCO

L'ISCO souhaite entendre ses ancien.ne.s étudiant.e.s

Dans le cadre d'un processus d'évaluation de l'ISCO Ecole syndicale/ISCO Robert D'Hondt, nous souhaitons réunir les différent.e.s acteurs et actrices de la formation, notamment les étudiant.e.s, pour recueillir leurs vécus et échanger sur leurs expériences. Il s'agit d'un temps d'échange et de discussion de 1h30 à 2h, au sein d'un groupe d'une dizaine de personnes, toutes concernées par l'ISCO (ancien.ne.s ou actuel.le.s étudiant.e.s). Intéressé.e ?

- 15 janvier 2020 de 17h30 à 19h30 à Charleroi (MOC Charleroi)

Inscription : charlotte.deleu@ciep.be

- 6 février 2020 de 17h30 à 19h30 à Liège (MOC Liège)

Inscription : mario.bucci@ciep.be



inciter les hommes à le protéger et éviter qu'il ne se défasse. Et s'il semble difficile de déceler une quelconque beauté dans la pauvreté, on peut affirmer en revanche que l'art est un média puissant pour attiser les consciences.

Il est en effet plus facile d'amener une personne à se poser des questions sur un sujet sensible et complexe, comme la pauvreté, par le biais d'une œuvre d'art graphique, tel un graffiti, qu'en abordant le sujet de manière frontale avec un inconnu dans la rue. Mais la démarche ne s'arrête pas là. Les graffeur.euse.s sont ici des médias. Entendez des moyens de diffusion au service des personnes touchées par la précarité. Le Collectif de lutte contre la pauvreté organise durant l'année une série de rencontres et d'échange entre les *Motivés du Partage* et les artistes. Ces dernière.s s'inspirent des vécus et des idées exprimées lors de ces rencontres pour réaliser leurs œuvres le jour de l'évènement.

Le peintre Mr BEE participait pour la troisième fois à l'évènement et témoigne de l'influence de ces rencontres sur son travail : « *Nous avons discuté de Viva for life avec les militant.e.s. Et j'ai réalisé une œuvre sur le sujet. Est-ce une solution à long terme? Souvent les moins aisés donnent les quelques sous qu'ils ont car une culpabilité s'installe d'être plus chanceux. N'est-ce pas à nous tous de nous entraider sans forcément parler d'argent, de se parler, de partager plutôt que de jeter, de mieux consommer pour mieux distribuer? N'est-ce pas aux politiques de préserver nos droits, nos acquis et de mettre en place une structure solide pour aider les plus démunis? Je me pose toutes ces questions. Dans une*

ruche, chaque abeille a son rôle et prend soin de l'autre pour perpétuer la vie...et c'est bien réel. Pas comme dans un cube de verre où tout n'est qu'illusion. »

Autre vécu, autre œuvre ! Le pochoiriste Bere Zinc nous livre la signification de la sienne : « *Ma fresque dénonce la criminalisation de la pauvreté à Tournai. J'y ai représenté des mains demandeuses qui ont été liées. A Tournai, avec les politiques menées, on est un criminel parce que l'on mendie, parce que l'on essaie de survivre* ».

Pourquoi le Graffiti et le rap ?

En plus du live-painting réalisé par les graffeur.euse.s, la *Pauvreté sous les Bombes 3* a proposé également un concert de rap (sur la thématique de la pauvreté toujours) en collaboration avec la « Cimenterie » le label des maisons de jeunes locales. Pourquoi utiliser la culture hip-hop pour aborder un sujet comme celui de la pauvreté ?

Plusieurs raisons à ce choix. Premièrement, les origines du hip-hop. Cette culture, son expression graphique, le graffiti, et son expression musicale, le rap, sont nés dans les quartiers défavorisés des grandes villes américaines. Victime de discriminations sociales, économiques et politiques, la jeunesse invente alors ses propres moyens d'expression pour dénoncer ses problèmes quotidiens, les injustices sociales, les manques de moyens publics dans les domaines qui les concernent et un aménagement du territoire excluant à leur encontre. D'où une culture contestataire propice à la sensibilisation et à la revendication politique. Des slogans teintés d'humour de Mai 68, aux réalisations empreintes de liberté du Mur de Berlin, en passant par les fresques poétiques de Banksy sur le mur de la honte en Palestine, le graffiti remet en cause l'ordre établi.

Deuxièmement, le terrain de jeu ! La particularité du graffiti est qu'il se déploie dans l'espace public, s'affiche au grand jour. Le pied du Beffroi de Tournai est un lieu très fréquenté et le gain en accessibilité est appréciable. Plusieurs centaines de personnes y déambulent et sont donc potentiellement atteignables. Bien plus efficace qu'une conférence

dans un lieu clos. La question de la captation du public est récurrente dans nos pratiques d'éducation permanente. Organiser des activités au beau milieu de l'espace public permet sinon d'atteindre un public de non-habitué.e.s, au moins de visibiliser nos actions et nos structures. De plus, créer de la rencontre et des échanges sur l'espace public permet d'en faire un lieu d'expression publique, de construction d'une opinion publique plutôt qu'un simple lieu de passage entre le domicile, le travail et les services.

Troisièmement, l'aspect « performance en direct » du graffiti et du concert de rap est accrocheur. Il attire la curiosité et facilite donc le contact avec le public, sa captation et donc sa sensibilisation.

Voir, juger, graffer !

En termes d'éducation permanente, l'évènement *La Pauvreté sous les Bombes* et sa préparation en amont avec les *Motivés du Partage* entrent dans les clous du voir/juger/agir si cher à nos pratiques. Identifier les problèmes : difficulté d'accès aux soins de santé, médicaments trop chers, exclusion des allocations sociales, augmentation des inégalités... Check pour le voir. Analyser les causes : politiques d'austérité, coupes budgétaires dans la sécurité sociale, industrie pharmaceutique orientée vers le profit... Check pour le juger. Se mettre en action pour opérer un changement de société : réalisation d'un journal, organisation d'un évènement street-art pour sensibiliser, interpeller et réclamer des politiques structurelles afin de lutter efficacement contre la pauvreté... Check pour l'agir. Le compte est bon même s'il ne s'agit que d'une goutte d'eau dans l'océan.

Une dernière précision : l'ensemble des œuvres réalisées lors de la *Pauvreté sous les Bombes* est à vendre. Les fonds récoltés seront utilisés pour financer les activités du Collectif de lutte contre la pauvreté à Tournai. ■

Avis aux amateur.rice.s ! Contact vente : Maxime Dogot maxime. dogot@ciep-ho.be

Apéroroulotte à Perwez

Organisés par La Ligue des Droits Humains (LDH), le CIEP BW, le Centre culturel de Perwez Le Foyer et le Grimoire d'Eole, les apéro-débats sont des rencontres citoyennes autour d'un verre dans la roulotte l'Audacieuse à Perwez.

Au programme cette année des apéroroulottes sur les droits humains et les luttes sociales :

- La justice, un pilier de notre démocratie

Quel sens donner aux peines aujourd'hui ? La justice est l'affaire de toutes et tous, mais il faut pour cela avoir les clés permettant de la décoder. Mais comment la justice fonctionne-t-elle quotidiennement dans notre pays et quel sens donner aux peines ? Quels sont les tenants et aboutissants qui régissent notre système de justice pénale ?

Intervenant : Bruno Dayez, Avocat au barreau de Bruxelles, philosophe et auteur de l'ouvrage « *Pourquoi libérer Dutroux* » ?

Date : mardi 11 février à 20h

- Ventes d'armes à l'Arabie Saoudite

Faut-il interdire à la Région wallonne d'exporter des armes ? Faut-il privilégier l'éthique ou l'économique ? Récemment, le Conseil d'État a annulé des licences d'exportation d'armes wallonnes à destination de l'Arabie Saoudite. En outre, le journal *Le Soir* a révélé que l'Arabie saoudite fait usage d'armes et de technologies belges pour ses opé-



Benoit Dochy

rations au Yémen, rouvrant le débat sur les contrats d'exportations d'entreprises belges, dont la Région wallonne est l'unique actionnaire. Comment la Région wallonne devrait-elle réagir ? Faut-il poursuivre les ventes d'armes vers ce pays ? Ou faut-il y mettre fin ?

Intervenant : Samuel Legros, chargé de plaidoyer CNAPD

Date : mardi 10 mars à 20h

- Migration et liberté de circulation. Les voies sûres et légales

Comment empêcher le trafic d'êtres humains ? Pourquoi les associations et ONG travaillant en matière migratoire exigent des « voies légales et sûres » ? Que signifient concrètement ces « voies légales et sûres » ? Les visas humanitaires permettent-ils d'éviter des morts en mer et une route de l'exil toujours plus violente ?

Intervenante : Claire-Marie Lievens, juriste à la LDH

Date : mardi 21 avril à 20h

- Prison : le travail à la peine

Le caractère punitif de la peine de prison se caractérise principalement par la privation de la liberté de circulation. Mais n'y a-t-il pas d'autres peines moins apparentes notamment en matière du droit au travail et à la sécurité sociale ? Qu'en est-il concrètement du travail en milieu carcéral ? Les conditions de travail sont-elles respectueuses de la dignité des détenu.e.s ?

Intervenant : Damien Scalia, Professeur à l'Université libre de Bruxelles (ULB) et président de la « Commission prison » de la LDH

Date : mardi 19 mai à 20h

Un seul lieu : Roulotte l'Audacieuse (rue de Brabant à Perwez, près de l'école située au n°45).

Info : CIEP BW Isabelle Somville
Mail: isabelle.somville@ciepbw.be
Tél. : 067 21 89 91



L'année dernière, le Ciep Luxembourg a accueilli le Musée du Capitalisme à Arlon. Forte du succès rencontré, l'équipe du Ciep poursuit sa réflexion sur le capitalisme et sur les alternatives possibles, qui est depuis longtemps au cœur de ses préoccupations. Aujourd'hui, il y a comme une urgence à ne pas simplement s'arrêter aux constats à propos des ravages provoqués par le capitalisme, il faut enclencher la réflexion et l'action sur le « comment faire autrement ». A partir de janvier 2020, le Ciep poursuit, dans différents lieux de la province, le cycle *Le capitalisme. Et après ?* pour mettre en débat les alternatives au capitalisme et les actions possibles, autour des thèmes Travail, Culture, Fonctionnement collectif. ■

Programme : www.facebook.com/CiepLuxembourg/
Activités gratuites
Infos : CIEP - MOC Lux
Camille Hubert
Tél. : 063 21 87 33
Mail : c.hubert@mocluxembourg.be

Vivre debout sur la quête de bonheur Festival du film citoyen

Organisé par le Collectif Vivre debout, la douzième édition du festival Vivre debout prendra place une fois de plus au Foyer culturel de Perwez. Au programme pendant 4 jours : du cinéma, des expos et des animations, des débats pour réfléchir tout en se divertissant dans une ambiance conviviale, c'est ce que vous propose *Vivre debout*, un collectif d'associations et de citoyens engagés.

À l'heure où la planète suffoque et où certain.e.s pensent l'avenir en termes d'intelligences artificielles et de nouvelles technologies, où le rôle des médias aussi pose question, le Festival propose une programmation qui se penchera sur le bonheur et sa quête. Il est où, il est quand, le bonheur ?

Lieu : Foyer culturel de Perwez

Dates : 12 au 15 mars 2020

Infos et programme : www.vivredebout.be



© Benoit Dochy

EN BREF

Violeta Montana ♦ Service éducatif du Musée BELvue

Des workshops pour aborder la politique, la démocratie et la citoyenneté

Aborder avec les jeunes les questions liées à notre société, à la citoyenneté, à la politique et au fonctionnement démocratique est un défi pour les enseignant.e.s et les animateur.rice.s. On dit souvent que ces sujets ne les intéressent pas, qu'il.elle.s ne se sentent pas concernés.e.s. Or, il.elle.s y sont confrontés.e.s presque chaque jour, que ce soit à l'école, dans leurs activités extra-scolaires, ou même dans la sphère familiale. Le BELvue, musée de la Belgique et son histoire, et centre pour la démocratie situé à Bruxelles, a développé un large éventail d'activités à destination des jeunes à partir de 10 ans. La méthode utilisée est ba-

sée sur la participation. Impossible dans les workshops de faire 'acte de présence'. Chaque jeune est mis à contribution, prend un rôle, débat, discute, argumente.

Du fonctionnement institutionnel aux discriminations

Certains workshops font découvrir le fonctionnement institutionnel de la Belgique. *Reporters de la démocratie* invite notamment les participant.e.s à réaliser un reportage vidéo sur le parlement fédéral ou bruxellois, et à interviewer un.e parlementaire. Les jeunes se confrontent ainsi à la réalité du travail parlementaire et peuvent poser leurs questions à un.e acteur.rice de la vie politique.

Le fonctionnement de la justice fait aussi l'objet d'un atelier d'une journée complète dans un Palais de Justice en Belgique. En participant à *Justice enjeu*, les élèves du 3^e degré secondaire assistent à un procès au tribunal, pendant lequel il.elle.s doivent analyser

BELVUE

MUSEUM

les différents rôles présents : victime, prévenu, avocat, juge... L'après-midi, chacun.e endosse un rôle et un procès fictif est rejoué par les participant.e.s, en présence d'un.e professionnel.le, qui peut ainsi répondre aux différentes questions. Ce workshop très populaire auprès des écoles secondaires a été adapté l'an dernier aux classes de primaire.

Les différents aspects et enjeux de la vie démocratique sont traités dans plusieurs workshops, comme *Democracy*, un jeu de rôle dans lequel les participant.e.s forment un parti politique puis construisent, avec les autres partis, une ville fictive. *La démocratie à la sauce belge* propose aux élèves de réaliser un reportage vidéo en enquêtant d'abord sur le passé dans l'exposition permanente du musée BELvue, puis sur le présent en réalisant un micro-trottoir. Dans *Où va notre argent ?*, les jeunes se glissent dans la peau d'une famille ou du gouvernement, et établissent un budget familial et gouvernemental.



© BELvue/David Plas



© BELvue/David Pias

Susciter la réflexion critique et le dialogue

Le développement d'une réflexion critique sur notre société est au cœur des activités du BELvue. L'exposition permanente du musée s'avère être un outil intéressant pour aborder les sujets de société. Le musée présente la Belgique et son histoire à travers sept grands thèmes et une galerie de plus de 200

Il.elle.s confrontent ainsi les deux types de budgets et en apprennent plus sur le fonctionnement de l'Etat.

Les médias et le traitement de l'image font l'objet d'un nouvel atelier *Je vois, je vois...et toi ?* lancé pour l'année scolaire 2019-2020. Durant une journée, les participant.e.s apprennent à analyser des images, à en comprendre le contexte, puis devront produire eux-mêmes une image et réaliser la 'Une' d'un journal, non sans devoir s'adapter pour faire passer un message donné. Dans un contexte où il.elle.s produisent, partagent et manipulent des images quotidiennement, notamment sur les réseaux sociaux, il est primordial de savoir décrypter les messages véhiculés par celles-ci, et de savoir mettre de la distance.



© BELvue/David Pias

objets. L'objectif du parcours : donner des clés pour mieux comprendre la Belgique, son histoire, son fonctionnement et son évolution. Les contenus présents dans le musée offrent une opportunité de débattre sur ces différents sujets, et une meilleure connaissance du passé permet de mieux comprendre le présent. C'est dans cette démarche qu'un workshop sur le passé colonial de la Belgique a été développé. Les jeunes doivent, à l'aide de différents ateliers, reconstituer des biographies de personnages fictifs ayant vécu la période coloniale. Une autre activité, *DebaBELut*, propose aux jeunes de s'approprier les thèmes du musée à l'aide d'un jeu de personnages, puis de débattre des questions de société lors de joutes verbales.

Les activités du BELvue sont développées dans le but de susciter la réflexion et le dialogue. Il n'y a pas de réponse toute faite, les jeunes sont souvent mis.es face à des contradictions, donnent leur avis, réfléchissent collectivement au vivre-ensemble. Comme dans la *Fabrique de la démocratie* par exemple, une exposition interactive composée de 'machines' que les visiteur.euse.s doivent manipuler. À chaque module, une question liée à l'identité, la diversité et la citoyenneté est posée. La visite se

fait en duo pour permettre l'échange et la discussion. Jusqu'où sommes-nous prêts à aller pour faire accepter nos idées ? Avons-nous tou.te.s des préjugés ? Devons-nous tou.te.s avoir les mêmes droits ? La notion de discrimination y est certes présente, mais un workshop a été spécialement développé autour de cette thématique, obligeant les visiteur.euse.s à vivre ou à être témoin d'une situation de discrimination. Pour *Discrimin'action*, le BELvue a fait le choix radical d'utiliser la manipulation pédagogique. Certain.e.s élèves sont mis.es à leur insu dans une situation de discrimination lors d'une activité proposée. L'animateur.rice du BELvue observe les différentes dynamiques qui s'installent : la solidarité ou l'indifférence des autres groupes, le comportement des jeunes discriminé.e.s. Une fois le mensonge révélé, une discussion est organisée pour démêler les différents



© Emmanuel Crooy

ressorts de la discrimination et inviter les participant.e.s à trouver des moyens de l'éviter.

Ces activités sont ouvertes à tous les types de classe et d'enseignement. Certains workshops sont aussi ouverts à des groupes associatifs, à des groupes d'accueil extra-scolaire, ou à des adultes. Les activités sont entièrement gratuites pour les classes et les groupes de jeunes. Le BELvue organise ainsi 650 workshops par année scolaire, dans toute la Belgique.

POUR EN SAVOIR PLUS

BELvue | 7, Place des Palais, 1000 Bruxelles

Service éducatif : Violeta Montana

Tél. : 02 500 45 54

Mail : MONTANA.V@kbs-frb.be

www.belvue.be



© Benoit Dochy • Amty Onc

2019 Dates à épinglez

NUMÉRIQUE HUMAIN ET CRITIQUE

Au rythme d'une conférence par mois, le cycle *Numérique* du PointCulture (co-construit avec le milieu associatif) s'interroge sur *Le milieu numérique est-il démocratique ?*

Programme :

- *Numérique et processus migratoires* Avec Mihaela Nedelcu, Brice Arsène Mankou - 23 janvier 2020 à 20h
- *Le grand jeu des biais* Avec Peggy Pierrot - 18 février 2020 à 10h30
- *Internet : Du projet émancipateur à l'outil de contrôle social* Avec Félix Tréguer - 17 mars 2020 à 10h30
- *Technofictions* Avec Pierre Cassou-Noguès - 31 mars à 10h30
- *Le numérique, héritier des vieux savants ?* Avec Clarisse Herrenschmidt - 28 avril à 10h30
- *Les « fake news » menacent-elles le débat public ?* Avec Romain Badouart - 19 mai à 10h30

Lieu : PointCulture de Bruxelles

Dates : de décembre 2019 à mai 2020

Infos : www.pointculture.be/agenda/evènements/le-numérique-menace-t-il-nos-democraties/

FORMATION POUR ADMINISTRATEUR.RICE D'UNE ASBL

Cette formation propose de comprendre les nouvelles règles qui régissent les ASBL et pouvoir exercer son mandat d'administrateur.rice en bonne connaissance de cause.

Intervenant : Philippe Andrianne, Formassociation ASBL

Lieu : MOC Brabant wallon, bd. Fleur de Lys, 25 à Nivelles

Date : dans le courant du mois de janvier 2020, en soirée.

Infos et inscriptions : CIEP Brabant wallon
Mail : secretariat@ciepbw.be

« ÉCRIRE DANS LE SOCIAL » (DOSSIER).

Revue *L'Observatoire*, n° 100, 2019 (14 euros) www.revueobservatoire.be/
Ecrire-dans-le-Social

Vu l'intérêt de cette question, la revue *L'Observatoire* organise en février 2020 une matinée de réflexion «Écrire dans le social».

Infos : www.revueobservatoire.be

EXPOSITION ZOOS HUMAINS

La plateforme Décolonisation des esprits et de l'espace public, dont le CIEP Hainaut centre est partenaire, accueille l'exposition *Zoos Humains*. En parallèle, une série de formation-conférences seront proposées

pour s'outiller autour de la thématique de la colonisation et décolonisation.

- En février, l'identité sera au cœur de la conférence de Thierry Amougou avec « La dévaluation identitaire des Afro-descendants : quelles en sont les causes, les manifestations et les possibles échappatoires ? » et l'intervention de Marie Fidèle Dusingize (Cercle des étudiants africains et Cercle des étudiants étranger de l'UMons) exposant son mémoire sur le vécu des jeunes afrodescendants. 7 février à 18h au MOC (à confirmer).
- En avril, Thierry Amougou abordera le vécu des descendants de colons et de colonisés. La conférence s'intitulera : Colonisation/ Décolonisation/ Colonialité : quelle thérapie pour les descendants d'anciens colonisateurs et d'anciens colonisés ? 24 avril à Mons (à confirmer)

Infos : CIEP-MOC Hainaut centre Doris Pipers

Tél. : 065 35 39 63 ou 0491 25.69 00

Mail : d.pipers@ciep-hainautcentre.be

ALGORITHMES ET DÉMOCRATIE JOURNÉE D'ÉTUDE DU CIEP

Date : vendredi 7 février 2020 de 9h à 16h

Lieu : HELha Institut Cardijn à Louvain-la-Neuve

Infos, programme et inscription : www.ciep.be

FÊTE INTERCULTURELLE À TOURNAI

Date : 22 février 2020

Organisateur : Plateforme pour l'Interculturalité à Tournai (PIT).

Infos : CIEP Hainaut Occidental Elise Depauw
Tél. 069 880.772 ou 0471 82.28.37
Mail : elise.depauw@ciep-ho.be - www.moc-ho.be

I LOVE MY JOB (OU PAS) : L'ENTREPRISE, UN ESPACE DÉMOCRATIQUE ?

Toute personne a droit à une vie digne, éprouvante et valorisante. La liberté d'expression et d'opinion est fondamentale dans une société démocratique soucieuse de l'intérêt bénéfique de la diversité. En est-il de même dans l'entreprise ?

Apéro-débat organisé par la LDH
Intervenant : Julien Charles, docteur en sciences sociales (EHESS et UCL)

Date : Mercredi 11 mars 2020 à 19h

Lieu : Bibliothèque de La Louvière Place Communale 1 à 7100 La Louvière

Infos et inscription : Ligue des Droits Humains
Tél. : 02 209 62 80 Mail : ldh@liguedh.be
www.liguedh.be

ARBRE GÉNÉALOGIQUE DES MÉTIERS: APPEL !!!

La Fonderie, Musée bruxellois des industries et du travail à Molenbeek, a le projet de récolter un maximum d'arbres généalogiques des métiers dans votre famille : votre métier, ceux de vos parents, grands-parents, arrière-grands-parents mais également ceux de vos enfants et petits-enfants les intéressent.

Intéressé.e? Envoyez la liste des métiers de votre famille à abrunelle@lafonderie.be

A noter dans mon agenda

Pour en finir avec la pauvreté !

Dès les années 1970, l'ambition d'en finir avec la pauvreté semble avoir échoué. Le système de sécurité sociale est accusé de tous les maux. Les critiques sont émises tant à droite qu'à gauche. L'idée se développe que cette « pauvreté dans l'abondance » ne sera pas réduite par le biais des institutions classiques, par les politiques sociales menées jusque-là. L'idée de remplacer le système de sécurité sociale voit le jour, à gauche et à droite, avec des propositions divergentes.

Des termes comme 'allocation universelle', 'revenu de base', 'revenu social garanti', 'salaire universel' apparaissent. La diversité des expressions est révélatrice de l'intérêt porté par les économistes, journalistes et hommes politiques... à cet enjeu. Toutes ces propositions se veulent conditionnelles et universelles. Au départ d'une utopie, le revenu universel, l'allocation universelle, le revenu de base, le salaire à vie... sont devenus des alternatives sérieuses.

Le week-end de formation du CEFOC se penchera sur différentes questions : à quelles conditions ces propositions peuvent-elles répondre à la répartition inégale des revenus et du travail ? Quel chemin privilégié pour éliminer la pauvreté qui se développe dans l'abondance ? Quel avenir pourrait se dessiner ?

Infos pratiques :

Lieu : La Marlagne à Wépion (Namur)

Dates : Les 4 et 5 avril 2020

Infos et inscription : CEFOC Tél. : 081 23 15 22 Mail : info@cefoc.be

Centres régionaux



BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25 - 1400 Nivelles • 067.21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles • 02.557.88.35

CHARLEROI - THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi • 071.31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney • 083.21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière • 064.23.80.20

Mons:

Marguerite Bervoets, 10 - 7000 Mons 065.35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des États-Unis, 10 Bte 8 - 7500 Tournai • 069.88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800 Ath • 068.84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700 Mouscron • 056.33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000 Liège • 04.232.61.61

Huy:

av. Albert 1^{er}, 6 - 4500 Huy 085.21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon • 063.21.87.33

NAMUR

Centre L'Illon - rue des Tanneries, 1 5000 Namur • 081.22.68.71

VERVIERS

rue du Palais, 25 - 4800 Verviers • 087.33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19 - 4700 Eupen • 087.59.46.30



LA PAUVRETÉ SOUS LES BOMBES

Notre reportage photo met en lumière la troisième édition d'une manifestation de street-art réalisée, à l'occasion de la journée Mondiale du Refus de la Misère, dans la ville aux cinq clochers, Tournai. Avec des bombes colorées et des graffiti, des artistes et des militant.e.s rendent visibles leur invisibilité dans l'espace public. Ce dernier devient ainsi *«un espace d'expression de ceux et celles qui vivent ou sont témoins de la pauvreté, afin de sensibiliser l'opinion publique et les responsables politiques»*.

Pour en savoir d'avantage sur ce projet militant et artistique, voir l'article de Maxime Dogot pages 18 et 19.